

NOVEMBRE 2011

N°26
4€

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

NPA



LA REVUE **TOUT!**
est à nous!

DOSSIER **L'AUTOMOBILE,**
UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

SOMMAIRE

Jean-François Cabral Édito **D'ATHÈNES À PARIS, L'AUSTÉRITÉ CONTRE LES PEUPLES** P3

EN CAMPAGNE

Henri Wilno La dette publique **six questions, six réponses** P4

ACTU

Philippe Légié La dette grecque **d'où vient-elle et qui doit la payer?** P14

François Coustal Primaires PS **innovation démocratique ou régression politique?** P16

Jean Batou et Juan tortosa Nouvelles perspectives pour la gauche anticapitaliste chilienne **entretien avec Sebastian Farjan Salinas** P17

DOSSIER L'AUTOMOBILE, UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

Jean-Claude Vessilier L'automobile **de crise en restructuration** P21

Robert Pelletier L'utilisation de la crise **pour imposer les reculs sociaux** P25

Commission nationale écologie Automobile **la double exigence sociale et écologique** P29

EN DÉBAT

Michel Warschawski Les Indignés israéliens **peuvent-ils changer la donne dans la région ?** P32

NOTES DE LECTURE

Alexandra Kleber Les cahiers **du féminisme** P34

Ingrid Hayes Entretien avec **Marie-Annick Mathieu et Josette Trat** P34

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org



D'Athènes à Paris, l'austérité contre les peuples

PAR JEAN-FRANÇOIS CABRAL

Ce qu'on entend depuis plusieurs semaines est évidemment choquant. C'est aussi un avertissement. À entendre les commentateurs et les amis de Sarkozy, il serait temps en effet que les Grecs se mettent au travail et remboursent leur dette. Mais qu'ont-ils fait justement ces dernières années? À quoi cela a-t-il servi? Sinon à plonger la population dans la misère tout en aggravant la misère économique sans espoir d'en sortir? Les mesures d'austérité imposées depuis deux ans par le gouvernement socialiste de Papandréou sont sans équivalent depuis la fin de la guerre en Europe: diminution des salaires des fonctionnaires de 15% puis de 20% supplémentaires; non-remplacement de 9 fonctionnaires sur 10 partant à la retraite; baisse des retraites jusqu'à 20%; imposition des revenus à partir de 357 euros par mois. Dans le privé, 20% des entreprises ont fermé depuis deux ans; et le quart de celles qui poursuivent leur activité accumule en moyenne entre 3 et 4 salaires impayés pour chaque employé. C'est toute l'économie qui plonge dans la récession, la vraie, celle qui bousille toute une économie et la vie de millions de gens. Voilà pourquoi des centaines de milliers de manifestantEs (dans un pays de 10 millions d'habitants) se battent aujourd'hui avec la rage du désespoir. Un désespoir qui est encore monté d'un cran après l'annonce du prétendu «plan de sauvetage» le 26 octobre, lequel a provoqué une situation devenue presque hors de contrôle pour le gouvernement. Ce n'est pas

tous les jours que l'on voit un président de la République fuir une tribune officielle sous la pression de la foule, ou que des députés n'osent plus sortir dans la rue de peur d'être lynchés!

CONTRE TOUS LES NATIONALISMES, BATTONS-NOUS SUR UN TERRAIN DE CLASSE

D'Athènes à Paris, la situation recèle évidemment bien des chausse-trappes. Les capitalistes ne sont jamais à court de solutions. Pour preuve, la tentative désespérée de Papandréou d'essayer de canaliser la colère sur le terrain institutionnel avec l'annonce précipitée d'un référendum, avant de se résoudre à provoquer des élections anticipées. Mieux vaut en effet s'incliner devant le verdict des urnes (et organiser la passation des pouvoirs avec une droite désormais obligée de prendre ses responsabilités face à la contestation) plutôt que sous la pression directe de la rue. Mais il n'est pas sûr non plus que cela suffise à calmer la rue. Discuter s'il faut sortir ou non de la zone euro à l'étape actuelle serait évidemment un piège. Un gouvernement des travailleurs porté par la mobilisation de la population romprait naturellement avec l'Union européenne, sans attendre. Mais la question immédiate qui est posée à la population n'est pas pour ou contre l'Europe. Il s'agit de refuser partout les politiques d'austérité justifiées par la dette, et la dette elle-même. Elle est de relier cette question à celle de l'expropriation du secteur bancaire, sa mise sous contrôle directement par les salariéEs et l'ensemble de la population, la nécessité face à la crise politique qui se prolonge de

mettre en place un gouvernement des travailleurs seul capable de prendre les mesures de salut public qui s'imposent. En France même, un discours nauséabond cherche à flatter la tentation des «égoïsmes sacrés»: que les Grecs payent, sinon la note va être encore pour nous! Ou qu'ils s'en aillent! En période de crise, les solutions protectionnistes, voire nationalistes, ne sont jamais loin. C'est ignorer totalement l'imbrication complète des économies dans le cadre de la mondialisation et du marché unique européen, les rebonds multiples de la crise partie des USA en 2007, le rôle des entreprises françaises et des banques dans le pillage de la Grèce. Partout les mêmes «marchés» c'est-à-dire les mêmes capitalistes pressurent les peuples. Les mêmes recettes sont imposées par tous les gouvernements de droite comme de gauche. En dehors des luttes, et du rapport de forces que nous saurons construire par-delà les frontières, sur un terrain de classe, il n'y aura pas de salut!

FRONT DE RÉSISTANCE ET CAMPAGNE ANTICAPITALISTE

Les annonces de Fillon pour une austérité durable confirment que c'est l'idée même d'un «compromis social» déjà bien écorné depuis des années qu'ils veulent remettre en cause. Il n'y aura pas de demi-mesure: s'incliner jusqu'au bout ou rompre avec cette logique régressive et mortifère. Résister aux attaques, c'est d'abord s'appuyer sur les préoccupations immédiates du monde du travail, confronté aux fins de mois difficiles, aux licenciements, à la précarité qui

ronger le quotidien, au chômage. Chercher à y répondre, c'est aider à la convergence des luttes pour construire un rapport de forces plus élevé. C'est aussi refuser de payer la dette qui nous étrangle. C'est le sens de l'engagement du NPA: mener une campagne d'agitation et de dénonciation la plus large et la plus unitaire possible pour mettre en cause cette dette totalement illégitime. Du soutien aux banquiers, en 2008, aux politiques fiscales totalement injustes menées depuis des années, c'est un mécanisme global que nous voulons dénoncer. En démontrer le caractère illégitime, c'est renforcer l'idée que nous devons exiger son annulation. Cette dénonciation de la dette et des politiques d'austérité qu'elle cherche à justifier sera également au cœur de la campagne que mène le NPA avec son candidat Philippe Poutou. La campagne politique que nous voulons mener sur le terrain électoral n'est pas disjointe de l'ensemble de nos interventions. Face aux crises multiples et imbriquées du capitalisme, la nécessité d'une alternative politique devra s'imposer. C'est en tout cas l'enjeu de cette campagne de lui donner un contenu au travers de quelques propositions phares que nous voulons populariser à l'échelle de masse. L'annulation de la dette publique et l'expropriation des banques sous le contrôle de la population en font partie. C'est indispensable si nous voulons en finir avec la spéculation et commencer à produire autrement, sur d'autres bases. □



LA DETTE PUBLIQUE

six questions, six réponses

PAR HENRI WILNO

1. Comment ça fonctionne ?
2. Pourquoi la dette publique ?
3. Pourquoi détenir des titres de la dette publique et qui les possède ?
4. Quelle est la charge de la dette ?
5. Qu'est-ce qui fait qu'une dette est illégitime ?
6. Pourquoi un moratoire immédiat des paiements et un « audit » ?

Il est fréquent pour les politiciens et les économistes de traiter des problèmes de la dette publique en faisant des analogies avec les ménages et les entreprises. Ils s'appuient en apparence sur le bon sens. En réalité, un État n'est ni un ménage ni une entreprise.

Analyser l'origine et le développement de la dette publique, c'est revenir sur la politique économique et les choix opérés en matière de dépenses et de recettes. Et ces choix ne sont pas au premier chef inspirés par l'« intérêt général », mais répondent fondamentalement aux intérêts du groupe social dominant : le patronat et ses alliés. Par ailleurs, la plus grande partie des ménages a des revenus limités et dépendants de son emploi et s'endette pour sa consommation et pour son logement. L'État, par contre, n'est pas impuissant face à son environnement : il dispose du pouvoir de lever l'impôt, la masse et l'orientation de ses dépenses et de ses recettes agissent sur l'économie du pays, il ne peut pas faire faillite.

Certes, la question de la dette comporte des aspects techniques à mettre en lumière, c'est l'objet de ce texte. Mais fondamentalement, comme le soulignait déjà Marx, dans *Le Capital*, la dette publique est un moyen essentiel de « la capitalisation de la richesse et de l'expropriation des masses » ainsi que du développement des « jeux de Bourse » et de la « bancocratie moderne ».

1. COMMENT ÇA FONCTIONNE ?

1.1. Les formes d'endettement public. Quand une administration publique (État, collectivité territoriale, établissement public) est dans une situation où ses ressources ne couvrent pas ses dépenses (sur les raisons possibles de cette situation, voir

le point 2), elle doit couvrir son déficit en s'endettant.

Quatre possibilités de crédits lui sont ouvertes¹ :

○ La première ne concerne que l'État au sens strict : il peut recourir au financement de la Banque centrale. Celle-ci achète des titres d'État et émet en contrepartie de la monnaie sous forme de crédits à l'État. Cette possibilité a été utilisée en France pendant une très longue période. Elle a été fermée, avec la libéralisation de l'économie, par la loi du 3 janvier 1973, puis par le nouveau statut de la Banque de France en 1993, lors de la mise en place de la Banque centrale européenne. En effet, les traités européens interdisent à la Banque centrale européenne de prêter aux États. Il s'agit en principe de limiter l'inflation qui résulterait de l'émission de monnaie. En fait, ce n'est pas si simple : il n'y a pas de lien mécanique entre quantité de monnaie en circulation et inflation (cela dépend notamment de la conjoncture de l'économie), et l'objectif poursuivi était avant tout de développer les marchés financiers comme l'énonçait Valéry Giscard d'Estaing alors ministre des Finances (Pompidou étant président de la République)². Autrement dit, « les jeux de Bourse » et la « bancocratie » pour reprendre les termes de Marx.

○ Il est ensuite possible aux organismes publics (comme aux ménages ou aux entreprises) d'obtenir un crédit bancaire. Cette possibilité est utilisée en France par les communes et départements. Elle est utilisée par les États du tiers-monde. Elle n'est pas utilisée par les grands États capitalistes.

○ L'émission de titres de la dette publique (dont l'appellation traditionnelle était « bons de Trésor », mais il y a désormais différentes formes de titres) constitue la troisième option. Ces titres peuvent être acquis par des particuliers et des organismes financiers et peuvent être revendus en Bourse (voir ci-dessous points 3 et 4). C'est la principale forme d'endettement des grands États capitalistes.

○ La dernière possibilité est de recourir aux prêts des organismes financiers internationaux (notamment le FMI). En

contrepartie, ces organismes mettent l'emprunteur sous contrôle et lui imposent des mesures d'austérité, des privatisations, des contre-réformes sociales. Là aussi, cela concerne avant tout les pays du tiers-monde ou d'Europe centrale et orientale.

La loi du 3 janvier 1973 marque donc une étape essentielle dans l'histoire moderne de la dette publique en France : le gouvernement devra désormais avoir recours à l'emprunt privé à des taux plus élevés que ceux de la Banque de France. Il est à noter que dans le même mouvement, Giscard d'Estaing lance en janvier 1973 un grand emprunt dont la rémunération est indexée sur le cours de l'or. D'un montant de 6,5 milliards sur quinze ans, il a coûté à l'État 92 milliards de francs !

1. 2. Titres de la dette publique et agences de notation.

La seule forme d'endettement de l'État français (et de la plupart de ses partenaires européens) est l'émission de titres de la dette publique. Cette émission se fait selon des modalités techniques qui assurent un rôle important à un petit groupe de grandes banques (c'est ce que l'on appelle le « marché primaire »).

Les titres de la dette publique sont ensuite revendus sur les marchés financiers – Bourses en particulier – (dits « marchés secondaires »). Ces marchés secondaires assurent la diffusion des titres de la dette publique vers ceux qui souhaitent en détenir (ménages, banques, etc., voir point 4).

Les titres de la dette publique se définissent par trois caractéristiques :

- leur valeur de remboursement,
 - le taux d'intérêt qu'ils rapportent au moment de leur émission,
 - la monnaie dans laquelle ils ont été émis.
- Les organismes financiers qui achètent ces titres pour spéculer tiennent compte de tous ces éléments car ils déterminent le profit à attendre d'un achat de ce type. Sur les mar-

1. Nous ne citons pas une cinquième modalité qui est l'emprunt forcé c'est-à-dire un impôt exceptionnel remboursable ultérieurement.

2. Par ailleurs, lorsque des banques achètent des titres de la dette publique, elles créent également de la monnaie.

chés financiers (la « Bourse », en réalité, il en existe un grand nombre), le cours (prix) des titres de la dette varie constamment.

Les agences de notation portent un avis sur une économie. Il y en a trois importantes au niveau mondial (Standard & Poor's, Moody's et, derrière elles, Fitch). Elles donnent des notes supposées refléter la « qualité » des titres émis par un pays qui emprunte. Pour cela, elles utilisent des lettres : la meilleure note est AAA, généralement réservée à quelques États. On est là dans le domaine de l'investissement (virtuellement) sans risque. Un investisseur ne consentira donc à investir dans un emprunt avec notation inférieure que moyennant le paiement d'un taux d'intérêt incluant une « prime de risque » censée couvrir le risque de perte.

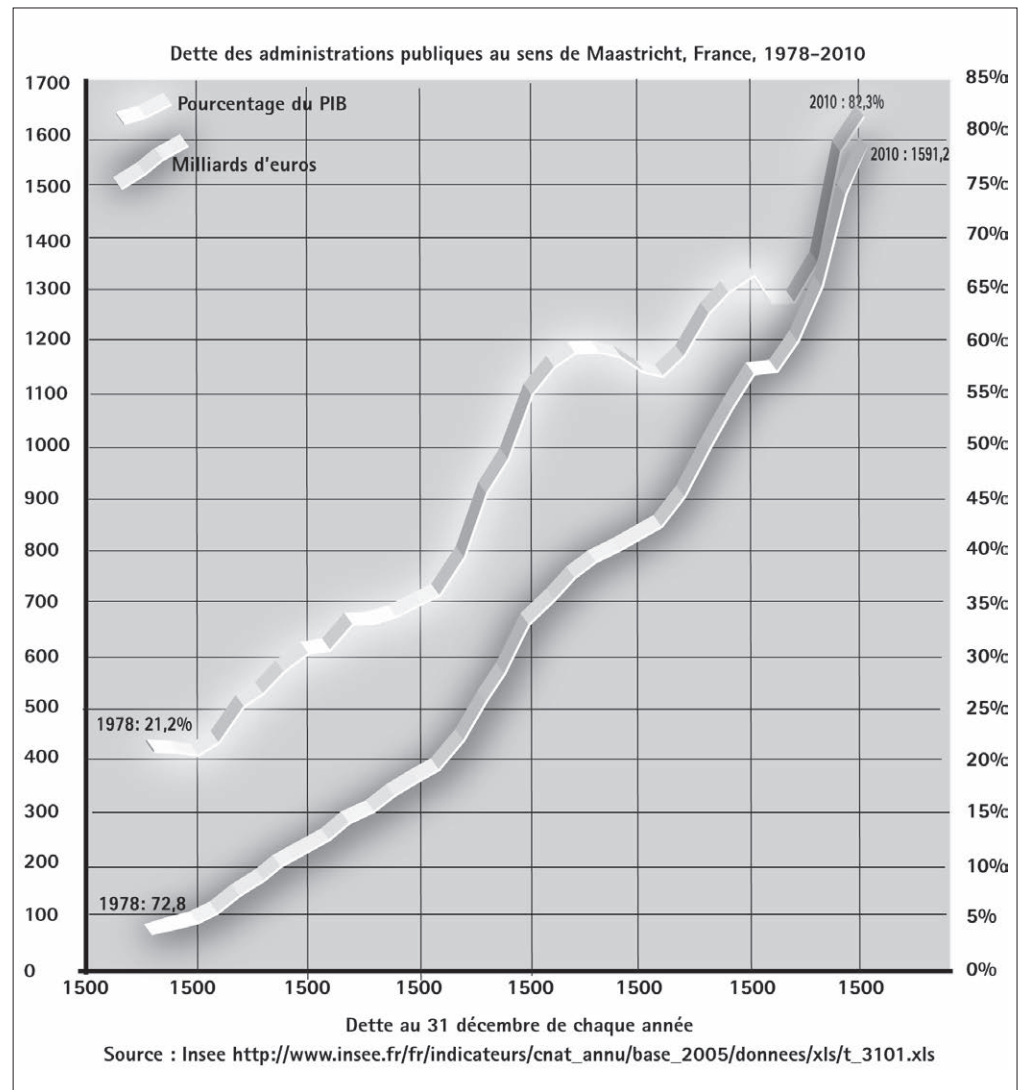
Un État mal noté ou même un État bien noté – mais dont la qualité de la dette est considérée comme moins bonne – doit supporter un écart de rendement (« spread » dans l'anglais financier). Le spread correspond à l'écart entre le taux qu'il a à payer pour emprunter et celui que paye toujours pour emprunter un pays de référence. En Europe, le spread se calcule par rapport aux taux d'intérêt des titres d'État allemand.

Ces agences de notation sont des organismes privés supposés indépendants qui ont acquis un pouvoir considérable car une mauvaise note, c'est un coût plus élevé des emprunts et donc des charges supplémentaires pour le budget. Il est clair que leurs critères de jugement sont purement financiers et qu'elles se trompent parfois. Mais les agences ne sont qu'un symptôme : la maladie, c'est la forte dépendance des États vis-à-vis de la dette et de la finance en général.

Les agences de notation sont devenues tellement incontournables que l'utilisation de leurs notes est obligatoire pour certains organismes (banques, compagnies d'assurance). Ainsi, l'évolution de la réglementation bancaire internationale impose aux banques de détenir des titres bien notés, d'où la présence des titres d'État dans leur bilan. Ce qui était une garantie s'est transformé en un risque.

2. POURQUOI LA DETTE PUBLIQUE ?

Une collectivité publique s'endette si ses ressources sont inférieures à ses dépenses. D'où l'idée charriée par le discours dominant : si un pays est endetté, c'est que la population vit « au-dessus de ses moyens ».



LE MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE

La dette publique est en fait triple : celle de l'État proprement dit, mais aussi celles des collectivités locales et des administrations publiques.

Sur les 1 692,7 milliards dus par la France à la fin du 2^e trimestre 2011, 1 339 le sont par l'État lui-même, soit l'essentiel. Les administrations locales (régions, départements, communes) sont endettées à hauteur de 154 milliards d'euros ; les administrations de Sécurité sociale (assurance maladie, caisse nationale d'assurance vieillesse) pour 189 milliards d'euros. Enfin, les organismes divers d'administration centrale (établissements et agences dépendant de l'État) doivent 11 milliards d'euros.

Les produits émis par l'État sont au nombre de trois, qu'on peut classer en deux catégories :

- les titres de long terme. Ce sont les obligations assimilables du trésor (OAT), les plus importants en volume, remboursables en sept à cinquante ans, qui peuvent être à taux fixe ou variable.
- les titres à court terme, de deux genres : les bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN), d'une durée de deux ou cinq ans et les bons du Trésor à taux fixe et à intérêts précomptés (BTF), émis pour des périodes très courtes (de l'ordre de quatre à sept semaines).

En réalité, il peut y avoir plusieurs raisons à un déséquilibre ressources-dépenses :

2.1. Pour ce qui est de l'État, il peut y avoir le choix de ne pas lever des impôts d'un montant suffisant. C'est une des sources

majeures de la progression de la dette publique française dans les dernières années. Les gouvernements successifs ont décidé de faire des cadeaux aux plus riches et aux

entreprises et de diminuer ainsi les recettes de l'État.

○ Ainsi, le taux le plus élevé (taux marginal d'imposition) de l'impôt sur le revenu était encore de 65% de 1982 à 1986, puis il n'a cessé de baisser, y compris sous le gouvernement Jospin (1997-2002), pour arriver à 56,8% en 1995, 50,1% en 2002, 49,58% en 2003, 48% en 2006, 41% en 2011 (après un passage à 40%).

○ De plus, les revenus du capital échappent en grande partie à l'impôt sur le revenu grâce à des modalités de prise en compte dérogatoires.

○ L'impôt sur les sociétés a vu son taux de droit commun passer de 50% à 33,3%. Mais, surtout pour les grandes entreprises, le taux réel d'imposition est tiré à la baisse par les niches fiscales et les pratiques d'évasion et de fraude fiscales. Le taux effectif d'imposition des entreprises est, selon le Conseil des prélèvements obligatoires, de 8% pour les entreprises du CAC 40, de 22% pour les PME et de 28 à 30% pour les entreprises de moins de 20 salariés.

○ Les exonérations de cotisations patronales de Sécurité sociale pèsent sur les finances de la Sécurité sociale et de l'État (pour la partie compensée, c'est-à-dire qui donne lieu à reversement de l'État aux caisses de Sécurité sociale), sans impact assuré en termes de création d'emplois.

○ Il faut y ajouter diverses niches fiscales qui bénéficient avant tout aux plus riches comme les mesures en faveur des

personnes qui investissent dans les DOM-TOM.

Sans les mesures de baisse des impôts, notamment pour les plus riches (et à notre énumération ci-dessus, il faut ajouter la baisse de l'impôt sur la fortune de 2011), la dette serait bien moindre. Sans les cadeaux fiscaux, le budget aurait connu un léger excédent en 2006, 2007 et 2008 et, du fait de la crise, le déficit n'aurait été que de 3,3% du PIB au lieu de 7,5% en 2009.

Si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année 15 milliards d'euros supplémentaires. Si les niches fiscales de ce même impôt sur le revenu étaient ramenées à la situation de 2000, le budget récupérerait chaque année 38 milliards d'euros supplémentaires.

Un rapport, commandé par le gouvernement lui-même et rédigé par deux très hauts fonctionnaires, Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis («Rapport sur la situation des finances publiques», avril 2010), précise : «*En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB*».

2.2 Vient ensuite la question des dépenses.

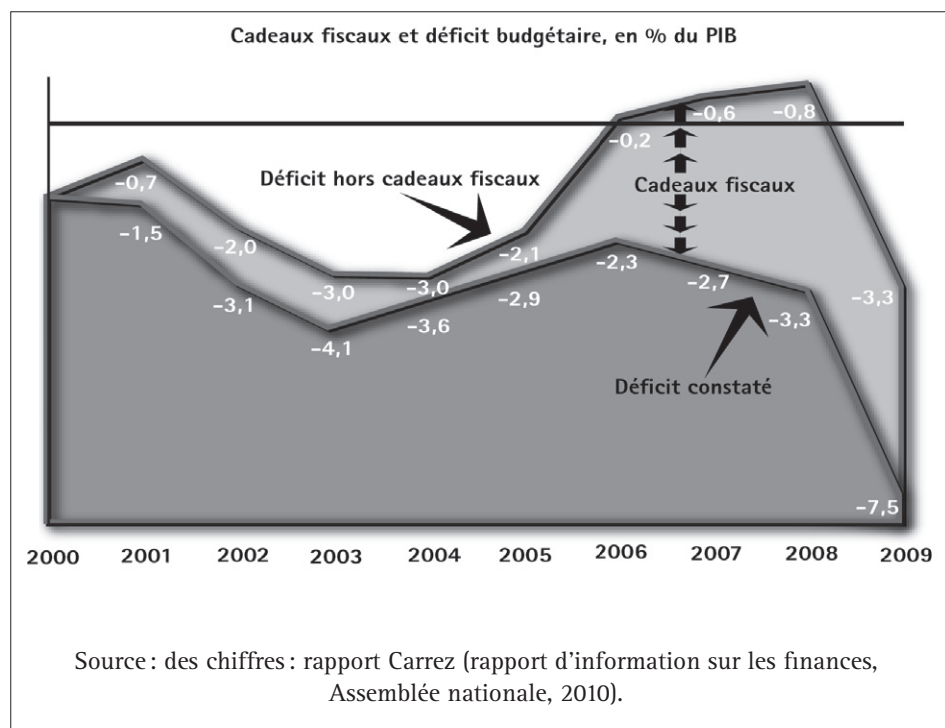
Avant la crise, la dette n'est absolument pas due à une explosion des dépenses publiques. Ainsi en France, celles-ci passent de 55% du PIB en 1993 à 52,3% en

2007. Les dépenses de l'État sont cependant plus ou moins socialement utiles : les subventions aux entreprises, les dépenses de prestige, les dépenses militaires représentent des centaines de milliards d'euros en régime de croisière. Comme le souligne François Chesnais, l'indemnisation des nationalisations de 1980-1981 a été aussi un facteur de progression de la dette³ : cette indemnisation a été un cadeau considérable fait aux propriétaires du capital.

Avec la crise, la dette a fait un bon considérable passant de 64,2% du PIB à 82,3%. Ce bond de la dette est un effet de la crise, de la décision de l'État français à l'instar de ses partenaires étrangers de renflouer les banques, puis de mettre en œuvre des mesures de soutien aux entreprises, des plans de relance. Tandis que le ralentissement de l'activité pesait sur les recettes (impôt sur les sociétés, TVA, cotisations sociales...), en 2009, les recettes fiscales ont chuté de 37 milliards d'euros par rapport à 2008.

Certes, il y a eu quelques frais supplémentaires du côté des dépenses sociales, notamment 5 milliards de plus pour l'indemnisation du chômage lié à la montée des licenciements (la dépense de l'assurance chômage est passée de 23,3 milliards en 2008 à 28,3 milliards en 2009). Mais le plus gros facteur qui a fait exploser ces dépenses a été le soutien financier accordé aux banques et aux grandes entreprises. Le gouvernement prétend que le sauvetage des banques n'aurait rien coûté, car les quelque 350 milliards du plan de sauvegarde n'auraient été que des prêts ou garanties, tous remboursés ou non utilisés (voir encadré p.7). Mais à côté de ces «garanties» aux banques, l'État a bel et bien dépensé pour son plan de relance : 6,6 milliards de prêts et subventions à l'automobile, 13,3 milliards de «soutien à l'activité et l'emploi», 18,2 milliards de «soutien à la trésorerie des entreprises» et 9,8 milliards d'investissements publics⁴. Des milliards dépensés pour sauver les profits capitalistes et tenter de relancer la machine. Sans compter les opérations dont le coût final n'est toujours pas connu : sauvetages de Dexia et de la BCPE, création de la Société de financement de l'économie française (SFEF) pour garantir les créances «pourries» des banques... et les coûts à venir.

3. François Chesnais, Les dettes illégitimes, *Raisons d'agir*, 2011.
4. Maurice Spitz, «La grande arnaque du "nous dépensons trop"», *Convergences révolutionnaires*, septembre-octobre 2011.



En tout cas, il est clair que cette crise a eu comme conséquence une progression fulgurante des déficits publics (voir tableau ci-dessous) et donc de la dette.

Au total, la progression de la dette de l'État dans les dernières années est

due à la conjonction de deux facteurs essentiels :

- la baisse cumulée de la charge fiscale sur les hauts revenus et les entreprises ;
- l'impact de la crise.

Et on demande à ceux qui n'ont dans la

crise aucune responsabilité (les travailleurs, les chômeurs, les retraités petits et moyens), qui n'ont pas bénéficié des baisses d'impôts, de faire les frais de la situation.

ÉVOLUTION DES DÉFICITS (-) OU EXCÉDENTS (+) PUBLICS EN % DU PIB⁵

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	-3,3	-1,6	+0,3	+0,1	-3	-3,3
Espagne	+1	+2	+1,9	-4,2	-11,1	-9,2
Etats-Unis	-2,8	-1,9	-2,3	-5,3	-10,4	-10,1
France	-2,9	-2,3	-2,7	-3,3	-7,5	-7,1
Grèce	-5,3	-6	-6,7	-9,8	-15,6	-10,4
Irlande	+1,6	+2,9	+0,1	-7,3	-14,3	-32,4
Italie	-4,4	-3,3	-1,5	-2,7	-5,3	-4,5
Japon	-6,7	-1,6	-2,4	-2,2	-8,7	-8,1
Portugal	-5,9	-4,1	-3,2	-3,6	-10,1	-9,2
Royaume-Uni	-3,3	-2,7	-2,8	-4,8	-10,8	-10,3
Zone Euro	-2,6	-1,4	-0,7	-2,1	-6,3	-6
Total OCDE	-2,8	-1,3	-1,3	-3,3	-8,2	-7,7

Source : OCDE

Lecture : En 2007, l'Espagne avait un excédent de ses comptes publics égal à 1,9% du PIB. En 2008, un déficit de 4,2% du PIB.

COMBIEN A COÛTÉ LE SOUTIEN AU SECTEUR FINANCIER ?

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, déclarait le 28 mars dernier : «*Au cours des trois dernières années, les États membres ont accordé des aides et fourni des garanties au secteur financier à hauteur de 4 600 milliards d'euros. Il est temps que le secteur financier apporte sa contribution à la société*»⁶. Il est rare que ce chiffre soit cité : Barroso, en pleine crise boursière et bancaire, cherchait à montrer que l'Union européenne n'était pas seulement à la solde des banques.

En fait, ces 4600 milliards d'euros n'ont pas tous été utilisés. Des sommes ont été réellement déboursées (dont une partie a été remboursée), des garanties, dont certaines ont pu entraîner des déboursements effectifs ou un accroissement de la dette publique, ont été accordées. Tout cela est extrêmement difficile à chiffrer et donne l'impression d'une obscurité largement voulue.

Pour ce qui est de la France, selon Bruxelles, le gouvernement a sollicité et obtenu l'autorisation d'aides pour un montant de 351 milliards d'euros. Entre 2008 et 2009, un total de 210 milliards d'euros aurait effectivement été utilisé, soit sous forme de garanties, soit sous forme de recapitalisation, toujours selon Bruxelles.

Le gouvernement français, pour sa part, minimise l'impact des mesures de soutien aux banques (les aides auraient été totalement remboursées selon Christine Lagarde).

En réalité, selon une étude de Mediapart⁷, «*l'État a d'abord recapitalisé Dexia et la Bpce (née de la fusion entre les Banques populaires et les Caisses d'épargne) à hauteur respectivement de 3 et 5 milliards d'euros. En parallèle, une structure spéciale, la Société de financement de l'économie française (la SFEF) a été créée pour lever des fonds sur les marchés, avec la garantie de l'État, pour le compte des établissements financiers. Ayant obtenu l'autorisation de lever jusqu'à 260 milliards d'euros, la SFEF n'a fait appel aux marchés que pour 77 milliards, jusqu'à sa fermeture au 31 décembre 2009. Mais la dette continue à courir au moins jusqu'en 2015. Enfin, une enveloppe de 22 milliards, provenant du surplus des fonds récoltés sur le Livret A, a été mise à la disposition des banques afin de faciliter le crédit aux entreprises. Au total, le sauvetage du système financier français pendant la crise s'est élevé à 128 milliards d'euros, mis à la charge des finances publiques, si on s'en tient aux comptes publics*». Et à 210 milliards selon les statistiques européennes précédemment citées.

Admettons que le coût final ne soit pas encore connu. Au-delà de l'obscurité des chiffres, il apparaît que :

- l'État était prêt à mettre des sommes énormes pour sauver les banques ;
- elles n'ont été utilisées qu'en partie cette fois-ci mais la prochaine fois, à combien se montera la note alors que rien n'a été fait pour museler la finance ?

Car le feuilleton n'est pas terminé comme en témoigne la fin de Dexia en octobre 2011, première banque européenne victime de la deuxième phase de la crise.

5. Crise : l'heure de la vérité, Isaac Johsua, Inprecor n°575/576, 2011

6. « L'UE propose une taxe sur les transactions financières », lemonde.fr, 28.09.11.

7. « Crise financière : les États européens ont apporté 1 100 milliards d'aides à leurs banques en 2009 », Martine Orange, Mediapart, 4 décembre 2010.

2.3. Régimes sociaux, communes et départements : des cas particuliers ?

Le déficit et l'endettement publics retenus dans les statistiques fondées sur les critères du traité de Maastricht incluent également le déficit et l'endettement d'organismes autres que l'État.

Il s'agit d'abord des régimes sociaux (Sécurité sociale, Unedic). A priori, il n'y a aucune raison que les comptes de ces régimes ne soient pas équilibrés en dehors de situations conjoncturelles particulières : comme les ressources de ces régimes (cotisations ou CSG) sont largement assises sur les salaires, elles sont sensibles à la situation économique et tendent à diminuer dans les phases de ralentissement de la croissance. En dehors de ces périodes, leur déficit et donc leur endettement tiennent principalement :

- au refus d'augmenter les cotisations et en premier lieu celles pesant sur les employeurs,
- à des transferts indus de charges de la part de l'État.

Pour ce qui est des hôpitaux publics, nous considérons que c'est à la Sécurité sociale et à l'État de prendre en charge leurs investissements si leur montant excède leurs ressources courantes.

Le cas des collectivités territoriales (communes, départements, régions) est différent pour plusieurs raisons, surtout pour les communes :

- elles peuvent avoir besoin de réaliser des investissements lourds qui ne peuvent pas être assumés par les recettes courantes. Ainsi, une piscine constitue une charge importante pour une commune petite ou moyenne. Et il est logique de vouloir étaler ce coût sur plusieurs années ;

- cette question a d'autant plus de portée qu'il existe des écarts importants entre les collectivités locales pauvres et celles qui sont plus riches (du fait de leur population et des entreprises qui y sont situées).

Donc, une collectivité territoriale peut être amenée à s'endetter pour de bonnes raisons car la pression fiscale qu'elle peut exercer est limitée lorsqu'il y a peu d'entreprises et que la population a des revenus moyens ou faibles. Il s'agit de permettre à ces communes de s'endetter à faible taux auprès d'un service public

LE CRÉDIT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES : D'UN SERVICE PUBLIC À UNE BANQUE

Le cas de la banque Dexia est une illustration de la marchandisation généralisée : tout ce qui est susceptible de générer des profits doit être privatisé. Il existait en France un organisme public chargé des prêts aux collectivités (communes, départements...) : la CAECL (Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales). La CAECL correspondait donc à un circuit de financement particulier non soumis au marché. En 1987, dans le cadre du mouvement de libéralisation et de privatisation, la CAECL est transformée en banque. À partir de là, l'aventure financière commence : ouverture d'une succursale américaine (1990), introduction du capital en Bourse (1991), fusion avec le Crédit communal de Belgique (1996) sous le nom de Dexia, expansion tous azimuts à travers le monde. Ceci sous l'égide de dirigeants grassement payés.

L'activité du groupe se concentre sur la banque de détail et commerciale en Europe (principalement en Belgique, au Luxembourg et en Turquie), la banque du secteur public (en France) et la gestion financière. Aux collectivités territoriales et aux établissements publics, Dexia propose d'abandonner les emprunts à taux fixes au profit de formules de prêts à taux variables de plus en plus sophistiquées : parfois avantageuses au départ, elles comportent des mécanismes de revalorisation des taux qui peuvent s'avérer des pièges. C'est le cas, désormais connu, des prêts dont le taux d'intérêt est lié au Franc suisse (voir page 11 encadré sur les prêts structurés).

(comme c'était le cas en France lorsque la CAECL existait - voir encadré).

3. POURQUOI DÉTENIR DES TITRES DE LA DETTE PUBLIQUE ET QUI LES POSSÈDE ?

3.1. Plusieurs motifs se mêlent pour expliquer l'achat de titres de la dette publique :

○ Comme on l'a vu ci-dessus (point 1.2), la réglementation impose, notamment aux banques, aux compagnies d'assurance, voire à certains fonds de retraite (y compris publics comme le Fonds de réserve des retraites en France) de détenir des titres de la dette publique.

○ Certains épargnants peuvent détenir des titres de la dette publique car c'est un produit peu risqué et qui rapporte un intérêt régulier. Ainsi, au XIX^e siècle, beaucoup de bourgeois ou petits bourgeois français avaient de la « rente », c'est-à-dire des titres publics français ou étrangers. Ceux qui avaient des emprunts russes ont perdu leur mise avec la révolution de 1917...

○ Certains organismes financiers détiennent de la dette pour des motifs de spéculation : ils achètent et vendent au gré des variations du cours des titres et des taux de change. D'autant qu'il est possible de vendre des titres que l'on n'a pas encore : ce sont les opérations à terme ou à découvert. Dans ce cas, le vendeur espère, lorsqu'il devra fournir les titres, pouvoir se les procurer à un prix inférieur à celui auquel il les aura vendus. Et quant à l'acheteur, il espère qu'ils vaudront plus que le prix auquel il les aura achetés, ce qui lui permettra de les revendre immédiatement et de rembourser avec un gain l'organisme financier auquel il a emprunté l'argent pour acheter. Car dans ce genre d'opérations, non seulement le vendeur n'a pas la marchandise qu'il vend, mais l'ache-

teur n'a pas l'argent pour acheter. Et encore là, il s'agit d'un cas simple, il existe des combinaisons beaucoup plus compliquées.

○ Certains États peuvent acheter des titres de la dette publique d'autres États. C'est notamment le cas de la Chine et du Japon qui réalisent d'importants excédents commerciaux extérieurs. Ces excédents s'accumulent dans les coffres de leur Banque centrale sous forme d'or et de devises. Plutôt que de les conserver sous forme de billets, les devises sont replacées en titres rapportant un intérêt de la dette de pays jugés sûrs, en premier lieu les États-Unis. Ceux-ci ont un fort déficit, à la fois budgétaire et dans leur commerce extérieur, et sont donc fortement endettés. Les réserves de la Chine sont les plus élevées du monde (3 202 milliards de dollars fin septembre 2011). Pékin n'en dévoile pas la composition, mais les analystes s'accordent à dire qu'elles sont majoritairement détenues en dollars. La cagnotte chinoise de devises a rapidement augmenté ces dernières années avec les forts excédents commerciaux, l'afflux des investissements étrangers en Chine, et, en partie, l'entrée d'argent spéculatif. Les dollars accumulés par la Chine étaient investis à hauteur de 1 173,5 milliards de dollars en bons du Trésor américain à la fin juillet 2011, selon des chiffres publiés par Washington, ce qui fait de Pékin le premier détenteur étranger de dette souveraine américaine (la Chine détient 12,4% de la part de la dette publique diffusée dans le public), devant le Japon.

3.2. Qui possède la dette publique française ?

Il est difficile de répondre à cette question en l'absence d'une information exhaustive et fiable, notamment en France. De plus,

certain agents économiques (banques, compagnies d'assurance) peuvent détenir de la dette publique pour leur propre compte ou pour le compte de ménages qui épargnent (OPCVM⁸, assurance vie, etc.).

a/ Français et étrangers

De l'ordre des deux tiers (65,2% en mars 2011) de la dette publique française sont détenus par des « non-résidents » – c'est-à-dire par des organismes situés en dehors de France. Un peu plus de la moitié de ces 65% serait détenue par des non-résidents extérieurs à la zone euro. Seul le premier chiffre (source Agence France-Trésor) est précis, le partage entre zone euro et reste du monde étant issu de calculs imprécis du ministère des Finances en réponse à une question parlementaire du député UMP Christian Vanneste en 2010. Le ministère s'abrite en effet derrière un décret pour dire qu'il n'a pas les données précises alors que celles-ci sont plus ou moins disponibles pour d'autres pays. D'autres calculs donnent 48% de la dette française possédés par des non-résidents extérieurs à la zone euro.

La France est un des pays dont la dette est la plus internationalisée. Le fait que la dette nationale soit détenue par des acteurs étrangers conduit à une plus forte dépendance vis-à-vis des marchés. La part détenue hors de l'Europe, et donc sur des marchés internationaux, est la plus vulnérable aux oukases des agences de notation et aux remous de la sphère financière.

b/ Ménages et organismes financiers

Les ménages français détiennent une part certainement importante de la dette publique. Cela peut concerner un grand nombre de ménages, mais l'essentiel de la dette possédée par ces derniers est concentrée sur une proportion réduite d'entre eux, aux revenus élevés, qui gagne ainsi sur les deux tableaux (baisse des impôts, perception d'intérêts de la part de l'État obligé de s'endetter). Les statistiques disponibles ne permettent pas de rendre compte de cette concentration. Ce que l'on sait, c'est que les 10% des ménages français les plus riches possèdent 46% du patrimoine total (mais cela inclut le logement), et que la détention d'actifs financiers est sensiblement plus forte chez les ménages à revenus élevés. Cela conduit à dire qu'au moins 50% des titres de la dette publique possédés par les ménages sont la propriété des 10% de ménages les plus riches.

Mais seule une faible part de la dette est détenue directement par les ménages.

L'essentiel est détenu de façon indirecte: les ménages souscrivent à des produits d'épargne (OPCVM, assurance vie) qui incluent de la dette publique (française ou étrangère).

- L'essentiel de la dette publique française est donc détenu par des acteurs financiers français et étrangers, privés et publics: privés, français et étrangers: banques, compagnies d'assurance et fonds de pension, fonds spéculatifs qui, comme on l'a vu, les détiennent soit pour eux-mêmes, soit dans le cadre de leur offre de produits d'épargne. Pour ce qui est des détenteurs résidents, les compagnies d'assurance jouent un rôle particulièrement important en raison du développement de l'assurance vie⁹;

- publics, surtout étrangers: banques centrales, fonds de pension et fonds souverains.¹⁰

4. QUEL EST LE COÛT ANNUEL DE LA DETTE?

4.1. Combien faut-il trouver d'euros chaque année pour faire face à la dette?

Une certaine obscurité règne sur la question. Le budget de l'État ne comptabilise comme « charge de la dette » que les intérêts à payer. Ceux-ci sont une composante du déficit de l'État.

Mais, par ailleurs, il y a aussi les titres qui arrivent à échéance. En effet, un titre de la dette, comme tout emprunt, a une durée de vie limitée. Quand l'échéance arrive, il faut rembourser. Pour cela, il faut soit avoir les ressources pour le faire (dans le cas de l'État, un excédent budgétaire), soit réemprunter. En pratique, c'est ce deuxième cas de figure qui prédomine. Mais ces chiffres se trouvent dans d'autres comptes que le budget.

a/ Le paiement des intérêts

Sur le site de l'agence France-Trésor, chargée de la gestion de la dette française, on trouve les chiffres suivants pour la charge de la dette de l'État entre 2010 et 2012:

- 2010: 44,46 milliards d'euros (Mld€).

- 2011: 46,82 Mld€.

- 2012: 48,77 Mld€.

Les chiffres de 2011 et 2012 sont des prévisions. On remarquera une hausse de 10% environ entre 2010 et 2012, beaucoup plus importante que celle de tous les autres postes du budget en ces temps d'austérité et de « révision générale des politiques publiques ».

b/ Les titres arrivant à échéance

Sur le même site, mais sur un autre tableau, on trouve une rubrique « amortissement »

de la dette qui, pour l'année 2010 atteint 87,1 milliards d'euros. Pour l'année 2011, le nom des rubriques évolue en « titres arrivant à échéance » (mais c'est la même

BESOIN DE FINANCEMENT DE L'ÉTAT EN 2011 (EN MILLIARDS D'EUROS)	
Titres à long terme arrivant à échéance	48,7
Titres à moyen terme arrivant à échéance	46,1
Total	94,8
(Engagements de l'État)	0,6)
Déficit budgétaire	91,6
dont: charges des intérêts	46,8
Total besoin de financement	187
Total charge des intérêts et titres arrivant à échéance	141,6
Source: Agence France-Trésor	

chose) et le total atteint 94,8 milliards d'euros.

c/ Au total

Au total, en 2011, l'État doit trouver: - 46,8 milliards pour payer les intérêts de la dette,

- 94,8 milliards pour rembourser les titres arrivant à échéance, Soit 141,6 milliards.

Auxquels s'ajoutent 44,8 milliards (91,6 - 46,8) de déficit budgétaire hors intérêts de la dette.

On dit que l'État a un besoin de financement de 187 milliards d'euros, dont l'essentiel sera comblé par l'émission de nouveaux titres de la dette.

Pour 2012, les chiffres prévisionnels sont plus incertains:

- il y a dans le projet de budget 48,8 milliards d'euros prévus au titre des intérêts;

- l'Agence France-Trésor donne un chiffre de 98,9 milliards pour les titres arrivant à échéance;

- soit, pour la dette passée, un charge totale de 147,7 milliards.

8. OPCVM: organismes de placement collectif en valeurs mobilières.

9. G. Leroy, « Qui détient la dette publique? »

www.fondapol.org

10. Un fonds souverain est un fonds de placements financiers détenu par un État.

4.2 Combien le coût de la dette représente-t-il au regard des autres postes budgétaires ?¹¹

On voit ainsi qu'en 2012, les sommes programmées pour le seul paiement des intérêts de la dette de l'État :

- excéderont tous les postes de dépense du budget, y compris l'enseignement scolaire (45,5 milliards hors retraites) ;
- seront plus de six fois plus élevés que les crédits consacrés à la politique de la ville et au logement ;
- dépasseront les recettes de l'impôt sur les sociétés ;

- et absorberont au moins 84% des recettes de l'impôt sur le revenu.

Si on fait la comparaison avec les 147,7 milliards du total intérêts plus amortissements, on arrive à plus de trois fois le budget de l'enseignement scolaire (hors retraites).

QUELQUES DONNÉES SUR LE PROJET DE BUDGET 2012

	Crédits (en milliards d'euros)	Dont versements au régime de retraites (en milliards d'euros)
Dette	48,8	0
Trois gros postes de dépense		
Défense	38,3	7,7
Enseignement scolaire	62,3	16,8
Recherche et enseignement supérieur	25,4	0,5
Un autre moins important :		
Ville et logement	7,7	0
Recettes prévues (a)		
Impôt sur le revenu	58,4	
Impôt sur les sociétés	46,2	

Source : ministère du Budget

(a) Le projet de budget pour 2012 prévoit des augmentations importantes des recettes fiscales (+13%) dont on peut douter qu'elles se réaliseront, surtout avec le fort ralentissement économique. Le projet de budget a été bâti sur une hypothèse de croissance de 1,75 % alors qu'elle n'excèdera pas 1 %

5. QU'EST-CE QUI FAIT QU'UNE DETTE PUBLIQUE EST ILLÉGITIME ?

Le terme de « dette illégitime » est désormais passé dans le langage courant, au moins dans les milieux militants. Lors de son congrès de février 2011, le NPA a voté un texte programmatique stipulant « l'annulation de la dette illégitime » (« Nos réponses à la crise »). D'où une question : qu'est-ce que la dette publique illégitime ? Dans son ouvrage (cité en note n°3), François Chesnais donne les différentes dimensions qui permettent de caractériser une dette comme illégitime :

5.1. La première concerne le côté ressources des causes de l'endettement.

Le choix des États d'une politique fiscale aboutissant à des recettes moindres a été évoqué ci-dessus (point 2.1). Cela peut se traduire par :

- un bas niveau et une très faible progressivité de la fiscalité directe (la course au moins-disant fiscal pour les impôts pesant

sur les hauts revenus ou les sociétés s'est généralisée dans l'Union européenne à partir des années 1980) ;

- une évasion fiscale importante plus ou moins tolérée.

5.2. La deuxième concerne le côté dépenses des causes de l'endettement.

Il peut s'agir de :

- dépenses élevées ayant le caractère de cadeau fait au capital (les sommes consacrées au renflouement des banques en Irlande, par exemple, ou les allègements de cotisations sociales employeurs en France, ou une bonne part des subventions aux entreprises dans les pays capitalistes) ;
- montants dont l'utilité sociale est nulle ou réduite : les dépenses militaires très élevées de la Grèce, par exemple, les dépenses de prestige, etc.

5.3 La troisième renvoie à la nature économique des sommes prêtées et au comportement du prêteur :

- les sommes prêtées sont-elles issues d'une épargne ou bien d'une création monétaire par les banques ?

- à quelles conditions les prêts ont-ils été consentis ? Les prêteurs ont-ils continué à prêter parce qu'ils pouvaient se procurer des ressources à bas prix alors qu'ils savaient que la solvabilité de l'emprunteur n'était pas certaine ? Les prêts contenaient-ils des clauses exorbitantes de fixation des intérêts ?

Ce dernier problème renvoie notamment aux « prêts structurés ».

En fonction de ces critères, on peut définir la position suivante :

- la dette de l'État français est pour la plus grande partie illégitime, essentiellement en fonction des premier et deuxième critères mis en avant par François Chesnais ;
- la dette des collectivités locales est

¹¹. Pour une étude détaillée de la charge de la dette, voir le texte de Pascal Franchet sur le site du CADTM : http://www.cadtm.org/spip.php?page=article_pdf&tid_article=6109

LES PRÊTS STRUCTURÉS

Ce sont des prêts aux taux variables, indexés sur des indices, des valeurs, très volatils. Ces prêts relèvent de ces produits structurés dits « toxiques » parce que les remboursements se font sur des taux très bas les premières années avant d'évoluer suivant des valeurs telles que le cours du yen ou du franc suisse, ou une combinaison des deux.

Les incertitudes sur le montant à rembourser sont intrinsèques à ce type de prêt. Et les risques de dérapage sont importants. En France, ces prêts concernent surtout des collectivités territoriales, des hôpitaux.

Le blog « Les cordons de la Bourse » qui se trouve sur le site de *Libération* donne cet exemple¹²: « Le "Dualys optimisé", prêt structuré vendu à la Seine-Saint-Denis en 2008 et qui court jusqu'en 2031. Son taux d'intérêt annuel est ainsi calculé chaque année à la date du 1^{er} décembre en fonction des cours de l'euro, du dollar et du franc suisse, selon une formule ainsi rédigée: « Si l'écart entre le cours de change en franc suisse et le cours de change de l'euro en dollar est strictement inférieur à 0, le taux d'intérêt appliqué au décompte des intérêts est égal à 3,27% plus 25% de la différence entre le cours de change de l'euro en dollar et le cours de change de l'euro en franc suisse. Le taux d'intérêt ainsi obtenu s'applique à la période d'intérêts écoulée. » Comme les cours respectifs de l'euro, du dollar et du franc suisse bougent quotidiennement (voire toutes les minutes), on comprend bien que ce qu'aura à rembourser la Seine-Saint-Denis au final ne peut pas être déterminé avec certitude aujourd'hui. On le saura réellement à l'échéance du prêt, en 2031. En attendant, on en est réduit à faire des estimations, fondées sur les cours présents des devises qui ont servi à structurer le prêt. »

D'après des chiffres publiés par *Libération* à partir de données émanant de Dexia, le surcoût pour les collectivités locales des prêts structurés consentis par Dexia est de 3,9 milliards d'euros (estimation de la fin 2009). Et Dexia n'est pas la seule banque à avoir proposé ce type de crédit à ces collectivités.



© Photothèque Rouge / JMB

illégitime pour la partie qui renvoie à des déséquilibres entre transferts de charges par l'État et transferts de ressources, ou bien à des prêts consentis avec des taux ou des modalités exorbitantes ;

○ pour les hôpitaux et services de santé, la totalité de la dette est illégitime dans la mesure où la préservation de la santé de la population est une nécessité qui doit être prise en charge par la collectivité ;

○ la dette des régimes de Sécurité sociale est totalement illégitime : l'essentiel des dépenses est d'utilité sociale, une partie peut correspondre à des sur-profits des laboratoires pharmaceutiques.

La quasi-totalité de la dette publique a donc vocation à être annulée. Ce serait une des premières tâches d'un gouvernement des travailleurs afin de pouvoir mettre en œuvre une politique au service de la population sans avoir à subir le coût de l'héritage du passé. Cette annulation devrait bien entendu préserver les intérêts des petits détenteurs directs et indirects de la dette publique.

C'est la position du NPA adoptée à son premier Congrès de février 2011.

6. MORATOIRE ET ANALYSE DE LA DETTE EXISTANTE

Si l'essentiel de la dette publique est illégitime et doit être répudié, il n'en résulte pas que le mot d'ordre d'annulation de la dette soit immédiatement mobilisateur en France et dans la plupart des pays européens à

¹². « Les cordons de la Bourse », 22/09/2011, <http://cordonsbourse.blogs.liberation.fr/cori/2011/09/comment-calculer-la-toxicite%C3%A9-des-emprunts-des-collectivite%C3%A9s-.html>

l'exception de la Grèce. On peut trouver bien sûr des secteurs populaires qui trouvent anormal que l'on continue de payer la dette alors que tel ou tel besoin social est pris en charge dans des conditions de plus en plus dégradées. Mais c'est loin d'être le cas, sinon dans la majorité, du moins dans des secteurs significatifs.

Pourtant, il est essentiel face aux politiques d'austérité de mobiliser contre la dette. Ce qui pose le problème de mots d'ordre transitoires qui fassent un pont entre ce que nous voulons et le niveau de conscience actuel.

Tant la droite avec Sarkozy que le PS se situent sur le terrain du paiement de la dette et du retour à l'équilibre budgétaire dans les plus brefs délais. Le PS refuse une réforme globale de la fiscalité qui permettrait de dégager plus de ressources, de revenir sur toutes les contre-réformes fiscales intervenues depuis un quart de siècle, de supprimer tous les avantages dont bénéficie le capital par rapport aux revenus du travail et d'instaurer un revenu maximum au-delà duquel l'impôt serait de 100%. Avec de telles perspectives, dans le contexte de crise économique, la gauche de gouvernement s'engagera inéluctablement dans le sillon des gouvernements « socialistes » qui mènent des politiques d'austérité sauvages en Grèce et en Espagne. Il existe pourtant des alternatives à cette austérité sans fin au détriment des classes populaires. Des alternatives solidaires autres que le nationalisme du Front national.

Pourquoi continuer à payer la dette rubis sur l'ongle? Aujourd'hui, toutes les dépenses sont examinées et remises en cause quelle que soit leur utilité. Dans le public, avec la révision générale des politiques publiques (RGPP), on supprime des postes d'enseignants, on ferme des bureaux de poste, on casse l'hôpital public, etc. Les annonces de Sarkozy sur des mesures pour la prise en charge de la dépendance ont été oubliées. Dans le privé, on fait la chasse aux « temps morts » et on supprime des postes de travail. Et une seule catégorie de dépenses devrait demeurer intouchée: celles qui concernent la dette! Il serait plus légitime de payer la dette que des infirmières. C'est insupportable!

Il faut donc :

☐ soumettre la dette publique à un « audit », un examen populaire, pour porter un jugement sur son origine;

☐ et dans le même temps, se battre pour que soit décrétée une suspension immédiate des paiements de la dette existante.¹³

Ces deux aspects sont pour le NPA indissociables. Une campagne unitaire et résolue autour de la dette serait un des instruments pour préparer la nécessaire contre-offensive du monde du travail.

C'est le sens de l'engagement du NPA dans la campagne proposée par Attac, la Fondation Copernic et le CADTM.

Durant cette campagne, notamment dans les comités locaux, nous nous efforcerons de lier, le plus étroitement possible, l'aspect « examen de la dette » à des revendications concrètes sur la situation locale (endettement de la commune, situation de l'hôpital, fragilisation de la Banque postale par la reprise de la banque Dexia, etc.). En effet, un « audit » mené par des spécialistes indépendamment de la mobilisation de « ceux d'en bas » manquerait l'objectif (cf. extrait du texte de Yorgos Mitralias, un des animateurs du mouvement contre la dette en Grèce). ☐

CE QUE DOIT ÊTRE UN AUDIT DE LA DETTE PUBLIQUE YORGOS MITRALIAS*

« ... les objectifs d'un authentique audit de la dette. Le premier objectif d'un audit est de clarifier le paiement de l'argent de tel emprunt, à quelles conditions la dette a-t-elle enflé sans que cela profite au peuple? Et aussi : Qui a emprunté et au nom de qui? Qui a rendu les dettes devenues « publiques »? Qui a engagé des personnes sans les responsabilités civiles, pénales et administratives? Il suffit d'avoir en tête ces interrogations pour comprendre qu'une simple vérification de chiffres faite par des comptables.../.../

Plus concrètement, afin de réaliser ces objectifs, il faut garantir la simple légalité de cette dette. Ce formidable outil juridique sacré qu'est la propriété privée, en évaluant le montant de toutes les catégories d'opprimés, à élaborer leurs revendications.../.../

C'est évident qu'un tel audit de la dette publique est d'un mouvement social unitaire mais aussi démocratique. Il faut quelques « experts » de la commission d'audit, soit des personnes efficaces avec ses connaissances spécifiques, soit des personnes avec ses propres priorités, de ses besoins et de ses propres revendications. En somme, un véritable audit de la dette publique qui elle implique, et au-delà toutes les sensibilités.../.../

... face à un adversaire de niveau international, on ne peut pas ignorer la réalité « multinationales » de la dette publique, pour le succès de l'audit. Par conséquent, toute lutte nationale, au-delà des frontières, est condamnée à l'échec. »

*Yorgos Mitralias anime le Comité grec contre la dette. Voir dans Inprecor N° 575/576 de juillet-août 2011, :http://www.inprecor.org/1a115c7e2f34ec1450f~/inprecor?numero=575-576

13. Ce qui a été dit plus haut à propos de la préservation des avoirs des petits détenteurs de la dette publique est valable également pour le moratoire.



TE PUBLIQUE

La dette publique peuvent être déclinés de la manière suivante :

Après le passé, de démêler l'écheveau de la dette, fil par fil, jusqu'à reconstruire la pelote des enchaînements qui ont conduit à l'impasse actuelle. Qu'est-ce que les conditions de cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, quelle part du principal a déjà été remboursée ? Comment la dette a-t-elle été financée ? Quels chemins ont suivi les capitaux ? À quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée, par qui et comment ?

Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'État s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles entrées dans le circuit des projets inadaptés, qui a poussé en ce sens, qui en a profité ? Des délits, voire des crimes, ont-ils été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établissent-on pas de comptes administratifs ?

Pour comprendre combien énorme est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature qui le réduit à un exercice de comptabilité par des comptables routiniers.

Pour être efficace et répondre aux attentes de la société, un audit citoyen de la dette publique est – de fait – contraint d'aller beaucoup plus loin que le contrôle de routine. Un véritable outil permet de pénétrer loin à l'intérieur des champs clôturés du pouvoir capitaliste, de commettre le suprême « sacrilège » de contester la vache sacrée. Il s'agit de connaître le montant, les circonstances, les effets et les bénéficiaires de l'endettement. Et ceci oblige de fait les mouvements sociaux, notamment les salariés et les citoyens, à remettre en question leurs priorités alternatives sur la base de la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Un audit de la dette publique ne peut pas se réaliser sans la participation directe et active de « ceux d'en bas ». Pour qu'il existe, il demande la création et le développement d'un mouvement social démocratique. Cependant, ce mouvement ne peut et ne doit pas être réduit à un rôle de supplétif, ne peut se limiter seulement à suivre les travaux des experts, soient-ils des gens sincères engagés au côté du peuple. Il doit participer au processus de l'audit de la dette non seulement parce qu'il peut l'aider à clarifier les chiffres, ses témoignages et ses enquêtes, mais surtout parce qu'il est le seul en mesure de juger et de dénoncer la dette publique sur la base de ses propres visions émancipatrices.

Un audit de la dette publique exige l'existence d'un puissant mouvement dans lequel se rencontrent tous ceux qui veulent lutter contre cette dette et les mesures d'austérité qui en sont la conséquence. La participation massive de la population salariée opprimée par le capital.

Un audit de la dette publique, national, organisé depuis longtemps, coordonné et armé jusqu'aux dents, et étant donné l'internationalisation extrême de l'économie ainsi que la nature et l'importance de la dette publique, la recherche de partenaires, d'alliés et de compagnons de lutte en dehors des frontières nationales constitue une condition d'importance décisive pour toute lutte pour l'audit et l'annulation de la dette publique qui n'est pas faite au nom et sur la base des intérêts communs (de classe) de « ceux d'en bas », mais au nom de l'échec. »

Contre la dette, membre du réseau international CADTM. On trouvera une version intégrale de son texte sous le titre « L'appétit vient en auditant »

2011, <http://orta.dynalias.org/inprecor/~1d44a>

01-575-576



© Photothèque Rouge / Milo

LA DETTE GRECQUE
 PAR PHILIPPE LÉGÉ

D'où vient-elle et qui :

La dette grecque semble la source de tous les maux de la zone euro. Le sommet européen du 26 octobre a décidé d'une décote de 50 % de la dette mais celle-ci ne porte que sur les 70 % de titres de l'État grec détenus par les banques.

Mais d'où vient la dette grecque et qui doit la payer ?

On entend parfois dire que les Français ne doivent pas payer la dette de la Grèce. En Allemagne, des journaux n'ont pas hésité à dépeindre les Grecs comme des feignants ou « *des escrocs* ». Les discours méprisants ont parfois été encouragés au plus haut niveau, Angela Merkel ayant déclaré le 17 mai 2011 qu'il « *faudrait que dans des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, on ne parte pas à la retraite plus tôt qu'en Allemagne* », et que « *nous ne pouvons pas avoir une monnaie commune et certains avoir plein de vacances et d'autres très peu* »¹. Ces propos récurrents ne sont pas seulement faux², ils masquent les véritables causes de la crise actuelle. Chaque fois qu'ils resurgissent, il faut saisir l'occasion pour rappeler quelques faits et mettre en avant trois revendications essentielles.

À QUI PROFITAIT L'ENDETTEMENT ?

Dans une zone de change fixe, et en l'absence de véritables transferts budgétaires, les divergences économiques ne peuvent que s'accroître. Tout le discours européen sur la convergence harmonieuse est aujourd'hui remis au placard. Et depuis un an, la presse financière reconnaît même l'existence d'un « centre » et d'une « périphérie » au sein de la zone euro, reprenant ainsi de vieilles catégories des économistes marxistes du développement.

L'endettement des trois pays cités par Madame Merkel est fondamentalement l'expression d'une contradiction propre à la zone euro. En effet, la crise mondiale a révélé le développement inégal entre les États européens exportateurs (Allemagne, Autriche, Finlande, Pays-Bas) et ceux du sud de l'Europe. Dans les années 2000, le surplus des premiers a nourri le déficit courant des seconds.

Les capitalistes allemands ont comprimé les coûts de production en pratiquant une austérité salariale drastique et en délocalisant une partie de la production en Europe de l'Est. Grâce à ces gains de compétitivité,

entre 2000 et 2007 les exportations allemandes vers le reste de l'Union européenne ont augmenté de 61 %³. En 2005, 78 % de l'excédent commercial allemand provenait de ses relations avec les autres États européens⁴. Mais les exportations des uns sont les importations des autres. Le commerce international est un jeu à somme nulle. Cela a donc creusé les déficits commerciaux dans les pays périphériques. Sur un plan comptable, le financement de ces déficits a été couvert par un endettement privé massif. Les entreprises exportatrices du nord de l'Europe ont été les premiers bénéficiaires de l'endettement de leurs clients.

LES RESPONSABILITÉS POLITIQUES

Selon le ministre allemand des Finances, « *c'est un fait indiscutable que [dans la zone euro] les dépenses excessives de l'État ont conduit à des niveaux insoutenable de déficit et d'endettement* »⁵. Rien n'est plus faux. En réalité, lorsque la crise se déclençait, la dette publique et le déficit budgétaire étaient jugés parfaitement sains en Grèce et dans toute la zone euro au regard des critères du « Pacte de stabilité et de croissance ». L'État espagnol était même considéré comme le bon élève européen, du fait de son solde public positif (1 % du PIB en 2005, 2 % en 2006, 1,9 % en 2007) et de la modération de sa dette publique (36,1 % du PIB en 2007). Mais au même moment, l'endettement privé y atteignait des sommets en raison de la division du travail qui a prévalu dans la zone euro. La Commission européenne, la BCE et les artisans du traité de Maastricht en portent la lourde responsabilité. Ils se sont focalisés de façon obsessionnelle sur la surveillance des politiques publiques alors que la bulle se formait dans le secteur privé.

Avec la crise, cet endettement privé s'est rapidement transformé en dette publique, ce qui a donné l'occasion au capital financier de spéculer contre les titres des États les moins « compétitifs ». La crise européenne ne sera

pas surmontée sans que soit résorbé l'écart de compétitivité entre les pays du centre et ceux de la périphérie, soit en baissant les salaires grecs (c'est le choix antisocial endossé par l'ensemble des gouvernements européens) soit en augmentant les salaires des pays exportateurs. On parle beaucoup de plans « d'aide » ou de « soutien » à la Grèce, mais si telle était la volonté des dirigeants, ils se seraient entendus sur l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne ! Du fait de l'adoption des lois Hartz par le gouvernement Schröder, 2,5 millions d'Allemands travaillent pour moins de 5 euros de l'heure. Notre première revendication est celle d'une harmonisation sociale par le haut.

Cette explication systémique prévaut pour la dette des pays périphériques, y compris celle de la Grèce. Viennent ensuite des causes supplémentaires.

LES SPÉCIFICITÉS DE LA GRÈCE

En Grèce, la faiblesse des recettes fiscales provient de plusieurs facteurs, à commencer par l'absence de véritable cadastre permettant d'enregistrer et de taxer la propriété foncière. Les transactions sont consignées à la Conservation des hypothèques sans contrôle de la conformité juridique ni de la réalité physique des biens⁶. Pourquoi ? Et pour quelle raison l'Église orthodoxe, premier propriétaire foncier du pays, ne paye-t-elle pas d'impôts ? Par ailleurs, pourquoi la Constitution interdit-elle de vérifier les déclarations fiscales des (très riches) armateurs ? Autant de questions auxquelles les Indignés de la place Syntagma s'intéressent de très près. Pour comprendre le niveau de certaines dépenses, il faut avoir à l'esprit que la condition de la corruption, c'est l'existence d'un corrupteur. Comme l'indiquait Evángelos Vénizélos, alors ministre de la Défense : « *Il y a un problème gênant [...] qui est que jusqu'à une certaine époque, toutes les grandes sociétés allemandes en rapport avec l'État grec créaient un problème* »⁷. Des élus des deux principaux

Il doit la payer?

partis (Nouvelle Démocratie et le Pasok) ont perçu des pots-de-vins versés par le groupe allemand Siemens, afin de promouvoir la vente d'un système de sécurité dans la perspective des JO d'Athènes. Le rapport parlementaire d'enquête, déposé en janvier 2011, estime que les torts infligés au pays dépassent les 2 milliards d'euros. Autre exemple: deux dirigeants de la firme allemande Ferrostaal ont avoué avoir versé 120 millions d'euros à des membres du gouvernement grec pour que ce dernier achète quatre sous-marins allemands d'une valeur de 1,2 milliard d'euros. De multiples dossiers sont en cours. De 2005 à 2009, les achats grecs constituaient le deuxième débouché des marchands d'armes français et le troisième débouché de leurs homologues allemands.

Enfin, il faut rappeler que le gouvernement grec s'est offert les services de Goldman Sachs pour mettre en place des produits financiers permettant de sous-évaluer sa dette publique de plusieurs milliards d'euros. La banque américaine a reçu 300 millions de dollars. Entamée en 1999, à la suite du refus de l'adhésion de la Grèce à la zone euro, cette opération de maquillage s'est poursuivie jusqu'en 2002, date à laquelle Goldman Sachs Europe était présidé par Mario Draghi. Il vient de prendre la tête de la Banque centrale européenne (BCE)⁸.

QUI PAIERA ?

De ces faits découle un 2^e axe de revendication: la nécessité de faire toute la lumière sur les comptes publics et d'organiser un audit des dettes souveraines. La restructuration de la dette grecque est aujourd'hui actée. Mais qui paiera? La réponse dépend des conditions dans lesquelles les banques seront amenées à faire face aux dépréciations des titres grecs qu'elle possèdent. Le sommet européen du 26 octobre prévoit une décote de 50%. Mais la veille, la dette grecque s'échangeait sur les marchés à 38% de sa valeur nominale, soit une décote de 62%. Surtout, si la décote est compensée par une recapitalisation sur fonds publics, comme le souhaitent les dirigeants européens, c'est le contribuable qui en fera les frais. Il faut donc s'opposer à une telle recapitalisation, qui ne sera qu'une nouvelle socialisation des pertes. Par ailleurs, les établissements financiers ont aussi la possibi-

lité de répercuter une partie de leurs pertes sur leurs clients (notamment ceux qui détiennent des contrats d'assurance-vie «en unité de compte»).

Il serait légitime que les banquiers endossent le coût d'une annulation de la dette grecque. Mais ils exercent un véritable chantage sur l'ensemble du système économique: parce qu'ils détiennent l'épargne de la population et la maîtrise du système des paiements, ils savent que les États leur viendront toujours en aide. D'où le troisième enseignement politique de la crise européenne: le besoin impérieux d'un contrôle collectif des banques. Nous avons besoin des banques, mais pas des grands banquiers. On ferait quelques économies au passage. En France, «la rémunération moyenne des dirigeants de banques a bondi de 44,8% en 2010»⁹. □

1. http://lexpansion.lexpress.fr/economie/angela-merkel-et-ses-cliches-sur-les-pays-du-club-med_255738.html

2. Selon l'OCDE, la durée annuelle du travail est de 2 119 heures en Grèce, contre 1 390 en Allemagne. L'âge effectif de cessation d'activité est identique pour les hommes (61,8 ans) et proche pour les femmes (59,6 ans en Grèce contre 60,5 ans en Allemagne).

3. Source: Eurostat, External and intra-EU trade - statistical yearbook Data 1958 - 2009, p. 144.

4. Source: Statistisches Bundesamt, Germany's interrelations with the global economy An analysis of imports and exports, 2007, p. 9. Contrairement à la source précédente, les services sont pris en compte.

5. Wolfgang Schäuble, «Why Austerity is only cure for the eurozone», Financial Times, 5 septembre 2011.

6. A. Hernandez et M. Prouzet, «Le cadastre grec ou les nouveaux travaux d'Hercule», Études Foncières, n°97, mai-juin 2002.

7. Radio Vima, 30 mars 2011.

8. M. Draghi a prétendu «ne pas avoir participé à ces opérations financières» lorsqu'il était vice-président de Goldman Sachs Europe entre 2002 et 2005. Dans les années 1990, il présidait le Comité des privatisations en Italie. Il a été désigné pour remplacer Jean-Claude Trichet à la tête de la BCE à partir de novembre 2011.

9. «Banques européennes: seules les rémunérations des patrons ne connaissent pas la crise», La Tribune, 19/10/2011



PRIMAIRES PS

Innovation démocratique ou régression politique?

FRANÇOIS COUSTAL

On passera rapidement sur la tentative pitoyable des dirigeants UMP de relativiser la participation aux primaires socialistes... avant de lâcher que, peut-être, la droite devrait y avoir recours en 2017 ! Pour autant, aussi bien à gauche que parmi les analystes, le sens profond des primaires ne fait pas accord.

Pour le politologue Rémi Lefebvre¹, les primaires comme nouveau mode de désignation du candidat socialiste constitue «une réponse à l'échec de la rénovation» de ce parti, qui contribue à «l'affaiblissement de la légitimité militante et idéologique» du PS. Leur adoption par le PS manifesterait tout à la fois sa propension à «se plier plus encore à la logique des institutions de la V^e République» et son «renoncement au vote des catégories populaires». Aussi séduisante que soit cette thèse, il faut sans doute y regarder de plus près.

La caractéristique la plus évidente des primaires PS version 2011 est assurément d'avoir copié jusqu'à la caricature le rituel de la présidentielle. Dans un débat contradictoire² avec Rémi Lefebvre, Paul Alliès – partisan des primaires et soutien d'Arnaud Montebourg – le revendique d'ailleurs explicitement : «on a finalement choisi de faire un décalque du droit électoral et institutionnel pour qu'un maximum de gens se reconnaissent dans la procédure». Comme lors de la «vraie» présidentielle, les candidats doivent d'abord recueillir

des parrainages de notables. De même, la primaire socialiste a ses «vrais» candidats dont l'objectif est de gagner – c'est-à-dire d'être désigné à l'issue du second tour – et ses «petits candidats» qui ne nourrissent aucun espoir d'être choisis au final et qui, du coup, affirment des positions plus tranchées. Enfin, les deux finalistes défendent des versions certes différentes mais finalement assez proches d'un même programme fondamental, la défense du capitalisme mondialisé.

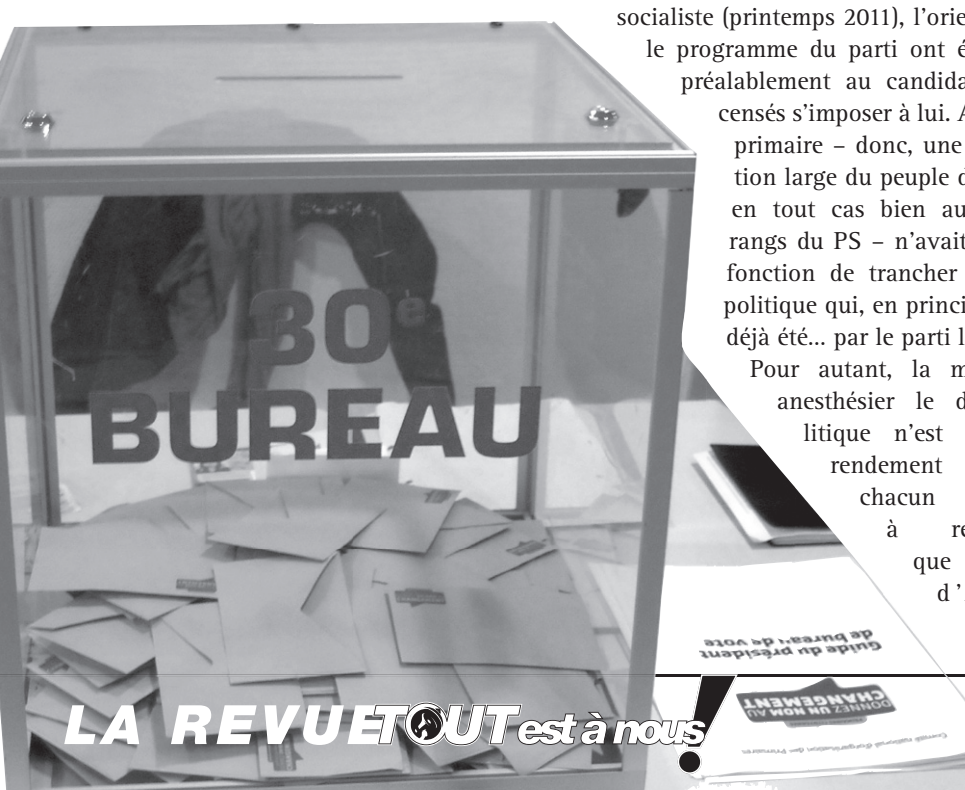
Ce dernier point est essentiel. Telle que pratiquée sous la V^e République, l'élection du président – au suffrage universel et à l'issue d'un second tour où ne restent en lice que deux candidats – poursuit un double objectif : bipolarisation et personnalisation. Il s'agit d'imposer la bipolarisation de la vie politique à travers l'alternance régulière de deux grands partis – ou de deux grandes coalitions – et substituer la compétition d'individus ayant rendez-vous avec «l'histoire» à la confrontation des programmes politiques. De ce point de vue, le calendrier retenu par le PS est tout à fait éclairant : à travers l'adoption du Projet socialiste (printemps 2011), l'orientation et le programme du parti ont été choisis

préalablement au candidat et sont censés s'imposer à lui. A priori, la primaire – donc, une consultation large du peuple de gauche, en tout cas bien au-delà des rangs du PS – n'avait pas pour fonction de trancher un débat politique qui, en principe, l'avait déjà été... par le parti lui-même.

Pour autant, la machine à anesthésier le débat politique n'est pas d'un rendement parfait : chacun s'accorde à reconnaître que le score d'Arnaud

Montebourg a constitué la principale surprise de la primaire. Même si l'on a un regard extrêmement critique sur les thèses défendues par le personnage, force est de constater qu'elles sont en rupture ou, au moins, en décalage important avec la pensée unique social-libérale communément partagée par la direction socialiste. Naturellement, Montebourg a profité du silence que s'est imposé le «courant de gauche» officiel animé par Benoît Hamon rallié à Martine Aubry. Il n'en reste pas moins que, de façon (très) partielle, le débat d'idées s'est quand même invité lors du premier tour de la primaire. Une volonté de rupture – certes velléitaire, ambiguë et, bien évidemment... minoritaire – a réussi à trouver un chemin et une expression, même dans l'aire politique polarisée par le PS, même à travers un processus aussi cadencé par les différentes fractions de l'appareil que les primaires. Si l'on prend un peu de recul, cela permet d'interroger également l'élection présidentielle façon V^e République : sa critique par la gauche radicale demeure tout à fait pertinente. En même temps, il est difficile de nier que cette même gauche radicale a, depuis maintenant plusieurs décennies, tenté d'utiliser cette élection – qu'elle conteste ! – pour contourner la classe politique et tenter de pallier son faible enracinement électoral... Bien entendu, le succès et le résultat des primaires socialistes sont principalement la manifestation de la volonté grandissante d'en finir avec Sarkozy. Mais ce constat conjoncturel ne solde pas les questions posées par cette expérience, notamment en termes de renforcement des aspirations populaires à peser sur les processus politiques. □

1. «Les primaires socialistes, la fin du parti militant» Rémi Lefebvre. Août 2011. Editions Raisons d'agir.
2. Lire sur le site Mediapart <http://www.mediapart.fr/journal/france/011011/primaires-ps-est-ce-la-fin-du-politique>



NOUVELLES PERSPECTIVES

Pour la gauche anticapitaliste chilienne

PROPOS
RECUEILLIS
PAR JEAN BATOU
ET JUAN TORTOSA

ENTRETIEN AVEC SEBASTIAN FARFÁN SALINAS

*23 ans, président de la Fédération des étudiants de l'université de Valparaiso et membre de l'exécutif national du mouvement étudiant. Il appartient à l'aile radicale de la confédération des étudiants chiliens (Confech). Issu d'une famille populaire, il est le premier à accéder à l'université, où il fait des études d'histoire.**

*Entretien réalisé le 13 octobre pour le bimensuel SolidaritéS. Traduction française, Jean Batou. À paraître dans le n° 197.

Quelle est la situation de la gauche anticapitaliste au Chili aujourd'hui ?

La gauche anticapitaliste chilienne des années 1960 et 1970 a largement disparu, non seulement à cause de la répression de la dictature, mais aussi, après les luttes des années 1980, en particulier celles du Frente Patriótico Manuel Rodríguez [organisation armée du PC], du fait de la répression très brutale des gouvernements successifs de la Concertation [alliance politique de centre-gauche]. À cela, il faut ajouter que les conséquences sociales et idéologiques du néolibéralisme triomphant des années 1990 ont profité à la Concertation, qui annonçait des lendemains qui chanteraient. À partir des années 1990, la gauche révolutionnaire s'est ainsi maintenue dans une sorte de marginalité, animant de petits collectifs universitaires. Cependant, depuis le milieu de la décennie passée, la situation a progressivement changé, avec une certaine accumulation de forces et une réorganisation interne qui lui a permis d'aborder la «*Revolución pinguina*» de 2006 [mouvement national des lycéens contre le gouvernement de la socialiste Michelle Bachelet] dans une position bien meilleure, relançant la discussion sur une perspective anticapitaliste.

Quelle relation y a-t-il entre cette nouvelle gauche radicale et les organisations antérieures comme le MIR [Mouvement de la gauche révolutionnaire] ou le Frente Patriótico Manuel Rodríguez ?

Ces organisations existent toujours, éclatées en de multiples courants qui se disputent souvent entre eux. Mais la nouvelle

génération qui apparaît depuis 2006 n'a pas de rapport organique avec ces organisations, tout en tentant de recueillir et de discuter leurs expériences, mais aussi de se réapproprier leurs acquis politiques et leurs figures. Elle développe ses propres modes d'organisation et d'intervention politiques. Elle s'est d'abord organisée de façon éclatée, au niveau régional, avant de commencer à converger au fil de plusieurs expériences de lutte, notamment des travailleurs de la forêt et du cuivre en 2007, et surtout des étudiants, cette année. Un certain nombre d'entre nous ont alors commencé à briguer des postes de responsabilité au sein du mouvement, occupés jusqu'ici par les forces de la Concertation ou par le PC chilien. Cela nous a permis de développer des revendications radicales avec une audience de masse au cœur de ces mobilisations, qui n'intéressaient ni la Concertation ni le PC, comme l'éducation gratuite à tous les niveaux, la re-nationalisation du cuivre ou le changement de la Constitution. C'est sur la base de cette expérience extrêmement riche, que la gauche anticapitaliste chilienne de la nouvelle génération est en train de se réorganiser.

Quelles sont les références politiques de cette nouvelle gauche anticapitaliste ?

Les collectifs qui se développent actuellement sont marqués par des références politiques différentes. Globalement, on peut distinguer un secteur autonome, influencé par Toni Negri, et un secteur marxiste, dans lequel je me reconnais. Mais nos références marxistes, léninistes ou guévaristes ne nous amènent pas à constituer de

petites organisations idéologiques, mais à tenter de construire un parti anticapitaliste de masse. Ce même processus s'est répété dans plusieurs régions du Chili de façons indépendantes ; par exemple, à Valparaiso, nous avons découvert des collectifs du même type que les nôtres dans tout le pays, avec lesquels nous n'avions aucun lien organique. D'ici l'année prochaine, nous aimerions unifier cette gauche révolutionnaire étudiante au niveau national dans une seule et même organisation de caractère marxiste : l'Union nacional estudiantil. Nous débattons activement entre nous, apprenons à mieux nous connaître, mais ne voulons pas reprendre à notre compte les fantasmes du passé, avec ses querelles et ses fractions reproduites à l'infini, qui ont leurs racines dans les défaites des décennies antérieures, mais constituent autant d'obstacles pour relancer un processus d'organisation. Au travers de l'expérience de ce mouvement étudiant, nous avons suivi un véritable cours accéléré sur le fonctionnement des institutions et de la classe dominante de notre pays, sur la répression et la façon de l'affronter, sur l'organisation démocratique d'un mouvement de masse, etc. Nous pouvons voler de nos propres ailes.

Que représente la gauche anticapitaliste au sein de la direction actuelle du mouvement ?

Nous avons réussi à former un bloc indépendant au sein de la Confech, à partir des collectifs anticapitalistes. Et cette année, alors que sa direction était traditionnellement

dominée par le PC, il ne reste qu'une seule membre de la Jeunesse communiste parmi les huit représentants de l'exécutif national, Camila Vallejo, et un représentant des forces de la Concertation, Giorgio Jackson. Les six autres font partie du bloc indépendant ; trois appartiennent à la gauche révolutionnaire et trois sont en contact avec elle, c'est-à-dire que nous essayons de les gagner à notre projet d'Union nacional estudiantil. Nos relations sont assez tendues avec le Parti communiste, qui nous voit comme une concurrence dangereuse, qui ne cesse de progresser, avec une orientation beaucoup plus radicale que lui. De son côté, il subit le discrédit de la Concertation, avec laquelle il est politiquement et électoralement lié. Or, pour nous, qui marche avec la Concertation marche avec l'ennemi. Eux se justifient en expliquant qu'il s'agit d'un choix tactique. Pour la presse bourgeoise, l'aile modérée et rationnelle du mouvement étudiant est clairement identifiée à Giorgio Jackson et à Camila Vallejo ; tandis que les « ultras » sont identifiés au représentant de l'Université de Concepción, Guillermo Petersen, à moi-même et à quelques autres, qui sont constamment stigmatisés par les médias dominants¹.

Où en est votre processus d'organisation d'une gauche anticapitaliste unifiée, aujourd'hui, au Chili ?

Nous sommes engagés dans un processus de constitution. Il s'agit de faire converger des groupes qui se réfèrent globalement au marxisme. Ils peuvent lire Che Guevara, comme nous à Valparaiso, Miguel Enriquez [dirigeant historique du MIR, assassiné par la dictature en 1974], comme ceux de Concepción, ou Lénine comme ceux du Nord, etc. Dans tous les cas, les collectifs concernés sont assez larges et nombreux. Et nous défendons tous une orientation anticapitaliste et une perspective révolutionnaire de transformation sociale pour aujourd'hui. Cependant, afin d'aller de l'avant, nous devons développer un projet politique qui s'adresse à l'ensemble du pays, qui dépasse le cadre de la jeunesse étudiante pour viser les travailleurs, les populations des quartiers pauvres, etc. Nous devons définir une orientation, développer un programme et opérer des choix tactiques.

Dans le cadre du mouvement actuel, avez-vous établi des relations suivies avec des

équipes syndicales combattives sur les lieux de travail. Et si oui, de quelle nature ?

Nous sommes entrés en contact avec des syndicats dont les directions sont combattives, voire révolutionnaires. Nous avons ainsi réussi à lier la revendication de la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux à l'objectif de la re-nationalisation des mines de cuivre. En reprenant le contrôle de nos ressources naturelles pour satisfaire les besoins de la population et en expulsant les entreprises multinationales, nous pourrions financer une éducation et une santé gratuites au Chili. Autour de cette revendication, nous avons organisé une mobilisation avec le syndicat SITECO d'El Teniente, l'une des principales mines de cuivre du pays [à Rancagua, à 120 km. au sud de Santiago], dont le leader est un jeune syndicaliste très combatif, Jorge Peña. Le 15 juin, nous avons marché aux coude à coude, travailleurs du cuivre et étudiants, à Santiago. Cette jonction est très importante pour nous, parce que le Chili est un pays économiquement dominé, exportateur de matières premières, et que lorsque les travailleurs du cuivre se mettent en grève, l'économie chilienne s'arrête. Des syndicats comme le SITECO – et il n'est pas le seul – mettent en cause l'orientation bureaucratique des dirigeants de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs), liés aux sommets de la Concertation.

Quels sont les débats essentiels que vous allez devoir mener pour avancer vers la formation d'une organisation anticapitaliste révolutionnaire au Chili ?

Tout récemment, le Chili a connu l'expérience malheureuse du MPT (Movimiento de los pueblos y los trabajadores) [apparu en 2009], qui a rassemblé de nombreux courants de la gauche anticapitaliste et des secteurs associatifs les plus divers. Le problème, c'est qu'il a importé en son sein les vieilles disputes issues de ces formations. Nous pensons donc qu'il faut reprendre le projet de constitution d'une organisation de la gauche anticapitaliste au niveau national, à partir de la jeunesse qui s'est mise en mouvement, même si ça prend un peu plus de temps. Cette nouvelle génération politique doit se former théoriquement, élaborer un programme cohérent et développer les liens de confiance nécessaires entre les nombreuses équipes qui la composent. Notre tâche ressemble à celle de Luis Emilio Recabarren, qui fut le premier organisateur du mouvement ouvrier chilien

socialiste, puis communiste, au début du XX^e siècle. Les discussions que nous menons sont comparables à celles qui se déroulent à l'échelle internationale, autour de la crise actuelle du capitalisme, du socialisme du XXI^e siècle, de la place des élections – parce que nous sommes sollicités par des forces électorales, de la Concertation au PC.

Ce que nous voulons, c'est positionner notre organisation dans la construction, le développement et l'animation de véritables mouvements de masse. Nous lisons les classiques du marxisme, débattons et réfléchissons, mais nous voulons aussi disputer tous les espaces de direction du mouvement de masse aux partisans du compromis avec l'ordre capitaliste. Pour cela, l'organisation anticapitaliste que nous voulons construire devra remplir ces deux rôles, de formation théorique et éthique de ses membres, mais aussi d'inter-



vention sociale. Nous voulons dépasser la phase de marginalité de la gauche radicale des années 1990, où ses collectifs passaient le plus clair de leur temps à discuter entre eux. Personnellement, je me suis battu pour réunir tous les collectifs étudiants de Valparaiso au sein de notre Fédération, et c'est sur cette base que je représente notre ville au sein de la Confech au niveau national. Nos collectifs étudiants sont nombreux : par exemple, nous pouvons compter sur une soixantaine de militantEs bien organisés dans la seule université de Valparaiso.

Quelles sont vos relations avec les activistes du peuple mapuche ?

Elles sont très importantes. Une Fédération des étudiants mapuche a été admise au sein de la Confech – même s'il n'y a pas d'université mapuche en tant que telle,

les étudiantEs mapuches se battent pour la reconnaissance de leurs droits, notamment culturels. Malgré l'opposition de la Concertation et du PC, cette intégration de la Fédération des étudiants mapuches se traduit institutionnellement par l'attribution d'office d'une place sur huit à cette fédération au sein de l'exécutif national de la Confech.

Quel est le rôle des femmes au sein de votre mouvement et de ses directions ?

Le Chili est un pays traditionnel très conservateur en ce qui concerne la place des femmes dans la société. Comme dans d'autres pays latino-américains, l'homme conserve une position dominante dans tous les aspects de la vie sociale. Lorsque Michelle Bachelet est arrivée au pouvoir, on a beaucoup parlé d'égalité, mais peu de choses ont changé pour la grande majorité des femmes :

selon certaines études, au Chili, les femmes gagnent moins de la moitié des hommes. Ceci dit, au sein du mouvement étudiant, nous avons connu un processus de transformation très important : les femmes assument un rôle équivalent à celui des hommes. Dans mon université, plusieurs dirigeantes sont des femmes, même si la question de la parité n'est pas discutée formellement. Avant moi, c'était Jimena Muñoz qui dirigeait la Fédération de l'Université de Valparaiso (actuellement, elle dirige le développement de l'Université populaire dans notre région) ; à l'Université catholique de Valparaiso, c'est aussi une femme, Carla Amtmann, qui a été à la tête du mouvement.



© Photothèque Rouge - Milo / Porte-parole de la Confech cinq mois de mouvement et 37 manifestations contre l'éducation nationale privatisée instaurée sous Pinochet. Paris, Cité Universitaire, 15 octobre 2011

● ● ●

Quelle place donnez-vous dans vos réflexions et vos luttes aux enjeux écologiques, notamment par rapport à la Patagonie ?

Au Chili, c'est le projet hydroélectrique d'Aysen, au sud du Chili, qui a polarisé le débat depuis un certain temps. Il s'agit d'un gigantesque projet de barrages, financé notamment par des capitaux espagnols, qui devrait fournir tout le pays en électricité. C'est un désastre écologique majeur, mais aussi un enjeu économique et social de premier plan. En effet, ces barrages ne sont pas dimensionnés pour produire du courant pour les besoins basiques du peuple chilien, mais pour les grandes entreprises minières transnationales, qui pillent nos ressources et détruisent notre environnement pour le profit des gros actionnaires des pays dominants. Il faut dire que cette mobilisation a largement contribué à préparer politiquement l'émergence du mouvement étudiant actuel. Au-delà de HydroAysen, le projet de Isla Riesco [à plus de 100 kilomètres à l'ouest de Punta Arenas], qui vise à relancer l'exploitation du charbon pour réduire les coûts de l'énergie – et donc les coûts de production – à n'importe quel prix pour l'environnement, suscite aussi de fortes oppositions.

Quelles relations existe-t-il entre votre mouvement au Chili et les autres forces de contestation en Amérique latine ?

Sur la base de notre lutte, nous avons réussi à établir des contacts avec d'autres organisations en Amérique latine. Récemment, avec le Frente Popular Darío Santillán en Argentine [mouvement anticapitaliste et anti-impérialiste, fondé en 2004, et qui compte déjà plusieurs milliers de membres]. De façon plus large, avec les secteurs politiques et sociaux les plus radicalisés, autour de l'ALBA (Alianza bolivariana para las Américas), notamment au Venezuela. Ils ont le projet de former un mouvement capable de regrouper une nouvelle génération de révolutionnaires à l'échelle continentale: America en pie [l'Amérique debout], qui devrait se retrouver à Porto Alegre en novembre prochain. Il est important pour nous de réfléchir aux succès institutionnels, de caractère réformiste, qui ont pu être obtenus au Venezuela, en Bolivie, en Équateur, etc., qui constituent cependant des avancées importantes, en dépit de leurs contradictions. Au niveau international, notre mouvement a été très attentif aux révolutions du «printemps arabe», au mouvement des indignés espa-

gnols, et plus récemment au mouvement des occupations, parti de Wall Street, aux États-Unis. Au Chili, nous avons compris que la bataille de l'éducation met en cause les logiques essentielles du capitalisme et que nous ne pouvons vraiment les affronter qu'à l'échelle internationale. La question de la révolution se pose à nouveau pour les nouvelles générations qui ont tourné le dos aux débats des années 1990 sur «la fin de l'histoire», même si le chemin vers la victoire sera long et semé d'embûches. □

1. À ce propos, voir notamment le reportage publié le 8 octobre par La Tercera, et intitulé: «Quiénes son los duros que controlan la Confech?», <http://diario.latercera.com>.

© DR / Mouvement étudiants au Chili en 2011.



L'automobile, un enjeu de société

L'automobile est un élément constitutif de la société industrielle telle qu'elle s'est développée depuis le début du XX^e siècle. Dès les premières étapes de son développement, cette industrie a été un des moteurs de l'industrialisation avec ses méthodes de travail caractéristiques, tout en impactant toute l'organisation de la société. Le fordisme est à la fois un type de production et d'organisation du travail mais aussi la production de masse, première manifestation de la société de consommation. Adossées au taylorisme, les méthodes de travail de l'automobile, vantées jusqu'en URSS, se sont étendues à la plupart des productions jusqu'à gagner aujourd'hui l'ensemble des secteurs d'activité industrielle, de la gestion ou du commerce. Plus récemment, le toyotisme répand dans le monde entier ses sinistres méthodes. Dans le même temps, l'automobile est un élément structurant de l'ensemble de la société. Notamment dans la gestion de l'espace où la centralisation des activités inhérentes au capitalisme conduit au développement de mégapoles avec leurs banlieues. La voiture y est reine, massacrant les paysages et la vie quotidienne avec ses boulevards, périphériques, échangeurs, rocadés, voies rapides. Le tout pour un engorgement grandissant provoquant perte de temps, pollution et gaspillage d'énergie. Dans la logique « du pain et des jeux et le peuple sera content », les courses de Formule 1, de rallye et autres 24 heures du Mans avec les pollutions atmosphérique et sonore mettent en avant les mâles héros modernes, de Fangio à Alonso en passant par Senna et Prost. L'internationalisation de la production et de l'utilisation de l'automobile ne font que généraliser ces méfaits pour le plus grand bénéfice des constructeurs et pétroliers. Les pseudo-solutions de carburant vert, voitures électriques ou hybrides ne résoudront aucun des problèmes sociaux et sociétaux posés par le « tout bagnole ». Même s'il est loin le temps où l'on pouvait dire que « quand Billancourt éternue, la France s'enrhume », l'évolution de cette branche d'activité reste un enjeu de société essentiel. Les réponses à construire doivent nécessairement s'inscrire dans notre logique de décider démocratiquement de ce que l'on produit et comment on le produit.

L'automobile de crise en restructuration

PAR JEAN-CLAUDE VESSILIER

L'industrie automobile a connu en 2008/2009 sa chute de production la plus importante depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et pourtant, trois ans après, en 2011, jamais au plan mondial on n'aura autant produit d'automobiles. Plus de 71,5 millions de véhicules devraient être vendus dans le monde en 2011 contre 70,3 millions en 2007. Les mêmes groupes mondialisés, essentiellement nord-américains, européens et japonais, contrôlent toujours cette industrie, voient leur chiffre d'affaires augmenter, et ont restauré leurs profits. Crise, vous avez dit crise ?

La nouvelle situation n'est pas la simple reprise de l'avant-récession. Pour préserver les profits, une profonde restructuration de toute l'industrie automobile est en cours. Elle est particulièrement violente car tous les aspects de la crise de l'économie capitaliste mondialisée s'y cumulent : la volonté de faire payer la crise aux travailleurs, les nouveaux rapports de forces industriels voire politiques entre vieux pays industrialisés et émergents, la rareté croissante du pétrole et la crise écologique avec les modes de transport actuellement pratiqués qui sont parmi les

principaux responsables de la dégradation de l'environnement.

LE BASCULEMENT GÉOGRAPHIQUE DU MONDE AUTOMOBILE

L'augmentation de la production et des ventes d'automobiles constatée au plan mondial est le résultat de phénomènes divergents.

L'Amérique du Nord et le Japon n'ont pas du tout rattrapé leur niveau d'avant récession alors que ces pays avaient connu un



© Photothèque Rouge / JMB

véritable effondrement de leur production. L'Europe de l'Ouest va aussi connaître en 2011 un niveau encore inférieur à celui de 2007, même si l'écart sera très limité.

La croissance, tant en termes de production que de ventes d'automobiles neuves, est le fait exclusif des pays dits émergents, à commencer par la Chine. Rapportée à la taille de sa population, l'automobile y demeure un produit de grand luxe, témoin de l'ampleur des inégalités sociales du pays. Il y a en Chine 47 voitures pour 1000 habitants contre 600 en France et 800 aux États-Unis. Mais avec autour de 15 millions de voitures fabriquées et vendues, la Chine est devenue le premier marché automobile mondial. La majorité des grands constructeurs mondiaux y est présente, soit directement, soit sous forme d'accord moitié-moitié avec des firmes chinoises étatiques ou privées. Et comme l'ont montré les grèves du printemps 2011, cet essor s'accompagne d'une montée des résistances ouvrières face aux conditions d'exploitation que l'alliance gouvernement chinois - grandes firmes capitalistes multinationales veut leur imposer.

Ce qui se passe en Chine se reproduit dans d'autres pays appelés émergents comme le Brésil ou l'Inde appelés à devenir l'eldorado le plus neuf pour les grands de l'industrie automobile ; même la revenante Russie fait partie de ces territoires de conquête.

Les profondes réorganisations géographiques concernent autant les lieux de production que les marchés de vente. C'est donc un processus plus vaste qu'une seule délocalisation où de nouveaux ateliers du monde produiraient pour les pays les plus développés. Dans tous les continents, de nouveaux travailleurs sont exploités et de nouveaux clients arrivent, mais il n'empêche que les profits continuent d'être accumulés dans les mêmes tiroirs-caisses des mêmes sièges sociaux. Ce basculement géographique de la production et des ventes d'automobiles s'opère sous le contrôle des mêmes groupes capitalistes mondialisés qu'avant la récession de 1998.

LA MONDIALISATION INÉGALE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE EUROPÉENNE

La fin de l'industrie capitaliste automobile européenne n'est pas à l'horizon des restructurations en cours : plus de 10 millions de voitures sont encore produites en Europe chaque année et l'industrie automobile emploie dans les usines et les bureaux d'études 3,5 millions de travailleurs,



soit le dixième de toute l'industrie manufacturière européenne. Cette branche de l'industrie demeure un lieu de polarisation sociale où la patronat teste ses offensives en termes de nouvelles formes d'organisation du travail, de tentatives de liquidation des anciennes conventions collectives et de recours à la précarisation systématisée.

La mondialisation capitaliste de l'industrie automobile est un processus concret dont le développement est inégal selon les pays et les entreprises capitalistes elles-mêmes. Il ne reste plus que cinq grands groupes de construction automobile d'origine européenne. Les allemands VAG et Mercedes, les français Renault et PSA, et l'italien Fiat. Renault et Fiat ont choisi le même type de stratégie en s'associant l'un avec le japonais Nissan et l'autre avec le nord-américain Chrysler. Dans le cas de Renault, la trajectoire est très claire : permettre la création d'une nouvelle entité dont les liens avec les bases historiques de Renault se distendent de plus en plus.

Il y a quinze ans, au moment du démarrage de cette alliance, les poids respec-

tifs de Renault et Nissan en termes de chiffres d'affaires et de volumes de production étaient sensiblement équivalents. Aujourd'hui, Nissan produit deux fois plus de voitures que Renault et surtout génère un profit bien supérieur. Les instances qui définissent la stratégie de l'alliance sont situées, quelque part « hors-sol », aux Pays-Bas, et, au-delà de l'astuce fiscale pour chercher un pays accommodant, c'est bien la volonté de s'affranchir du pays d'origine qui est en cause. En ce sens, Renault devient partie d'une alliance mondialisée avec des patrons ne voulant rendre des comptes qu'à des actionnaires de plus en plus internationalisés.

C'est le chemin que veut aussi emprunter Fiat et son chef Marchionne avec le rachat, sans déboursier un seul dollar, de Chrysler. Depuis ce rachat, se multiplient les chantages aux délocalisations aux États-Unis des productions encore installées en Italie. L'objectif immédiat est la remise en cause des accords collectifs en vigueur, résultat des longues traditions de lutte des ouvriers de Fiat. Pour les actionnaires de Fiat, l'ave-

nir est clairement dans une entité mondialisée où Chrysler devrait jouer un rôle moteur. Mais ce chemin n'est pas le seul, y compris d'un point de vue capitaliste. Le constructeur allemand Volkswagen VAG s'est mondialisé sans passer les alliances auxquelles se sont condamnés Fiat et Renault. Et alors que l'Allemagne n'est pas l'exemple type de pays à bas coût de salaires, Volkswagen est en passe de devenir le premier constructeur automobile mondial, dépassant Toyota et General Motors.

Alors que Volkswagen continue d'augmenter sa production en Allemagne et en Europe de l'Est, la part de son activité hors d'Europe représente déjà près de la moitié du total. Ces investissements dans les pays dits émergents apportent des profits importants : ainsi ceux obtenus en Chine vont représenter en 2011 près de 2,4 milliards d'euros pour la firme allemande

PSA VEUT SE MONDIALISER À MARCHÉ FORCÉE

PSA a choisi une stratégie du même type que celle de Volkswagen avec la volonté de maintenir l'indépendance de l'actionnaire, la vieille famille de rentiers, Peugeot. Jusqu'à ces dernières années, PSA était moins internationalisé que Renault. Par rapport au total monde, sa part de production réalisée en France était en 2009 de 38% contre seulement 27% pour Renault. Avec la nomination d'un nouveau PDG, les actionnaires propriétaires veulent replacer PSA dans la course à la mondialisation. Il s'agit pour le PDG Varin de réaliser la moitié des ventes de PSA hors d'Europe dès 2015. Celui-ci a récemment indiqué que les investissements réalisés dans les pays émergents ne rapportaient pas encore de profits et que les bénéfices obtenus en Europe devaient servir à les financer.

PSA a du retard sur le modèle de la classe capitaliste européenne qu'est Volkswagen. La violence des attaques actuellement perpétrées par PSA s'explique par cette volonté d'augmenter les profits en Europe pour financer ses investissements dans les pays émergents. Télescopage de dates : au moment où PSA annonçait son plan de suppression de 7000 emplois en Europe, il rendait public un investissement de près d'un milliard d'euros (940 millions exactement) au Brésil pour y doubler ses capacités de production.

Le premier facteur de la restructuration en cours est donc cette nouvelle répartition des zones géographiques de production et de vente. Il y a dix ans, on mesurait l'internationalisation de Renault et PSA à la part

de leur activité effectuée hors de France qui était autour de la moitié. L'objectif des deux groupes est d'atteindre d'ici à 2015 le seuil de la moitié des activités hors d'Europe.

LES DÉLOCALISATIONS PRATIQUÉES SOUS L'ÉGIDE DE PSA ET RENAULT

Les délocalisations bien réelles qui touchent de nombreuses usines de l'automobile en France sont dues à la politique délibérée des constructeurs français Renault et PSA pour élargir leurs bases de production aux périphéries du continent, l'Europe de l'Est, l'Afrique du Nord et la Turquie. Les investissements réalisés dans ces pays ne servent pas bien sûr aux seules ventes dans ces pays mais ont aussi vocation à préparer des réexportations dans les pays de l'ouest européen.

Les fermetures programmées des usines d'Aulnay, de SevelNord et de Madrid pour PSA ne s'expliquent pas par le fait que PSA vend moins de voitures. Est en cause sa volonté de réorganiser son appareil de production aux dimensions du continent européen en augmentant les charges de travail des uns et en fermant les usines des autres. À cet égard, pour la direction de PSA, la première concurrente de l'usine Aulnay est l'usine voisine de Poissy. Il n'est pas nécessaire d'aller rechercher les concurrents du côté de l'Extrême-Orient.

Les motifs comptables d'économies sont un mensonge distillé par les directions patronales à la fois pour attiser les divisions entre travailleurs et pour organiser le chantage sur les conditions de travail et les salaires prévalant en France. Comptenu du fait qu'un constructeur ne produit que 20% d'une voiture finie, on voit bien que les gains réalisés sur les salaires – dont tout indique qu'ils vont augmenter dans les pays à plus bas coûts à la suite de probables résistances ouvrières – ne justifient pas à eux seuls les choix d'implantation. Ce qui prime est là encore une volonté de fragmenter les collectifs de travail en jouant sur les concurrences nationales. Aux patrons le privilège de profiter de la mondialisation des profits, aux salariés d'être les jouets des divisions nationales et chauvines : c'est le credo des directions patronales d'aujourd'hui.

À l'échelle des échanges entre continents, ce sont les transports de pièces et d'équipements automobiles qui se sont développés cette dernière décennie. Au contraire, les échanges et transports de voitures finies entre continents se sont stabilisés et la tendance est à l'installation sur place

des constructeurs automobiles qui veulent trouver de nouveaux débouchés. De nouvelles usines japonaises sont construites aux États-Unis et aussi en France avec Toyota à Onnaing près de Valenciennes.

En ce qui concerne la France, il y a certes une inversion de tendance par rapport à la situation qui prévalait avant les années 2000 : plus de voitures sont maintenant importées en France qu'exportées. L'origine de cette situation tient au déséquilibre croissant du commerce d'automobiles entre la France et l'Allemagne : on est au cœur de la concurrence entre économies capitalistes développées.

LE DÉMEMBRÉMENT DU PROCESSUS DE PRODUCTION DES AUTOMOBILES

La second facteur tient au rôle croissant des équipementiers et des sous-traitants dans la production de voitures. Le constructeur ne produit plus que 20% environ d'une voiture, essentiellement la motorisation et la caisse en blanc. Tout le reste est fabriqué à l'extérieur et rassemblé dans les usines de montage. L'automobile a mis plus d'un siècle à se concentrer en une poignée de groupes présents dans le monde entier. Les équipementiers n'ont pas encore atteint ce même niveau de concentration.

Quelques grands équipementiers sont déjà concentrés à coup de croissance et de rachats opérés dans les années précédentes tels Valeo, Bosch, Motorola, Continental ou Faurecia appartenant à PSA. Mais la sous-traitance automobile est encore dispersée entre entreprises de taille plus petite. Ce secteur est en pleine restructuration avec un « fonds de modernisation des équipementiers automobiles » financé par l'État, PSA, Renault et les grands équipementiers. Les fusions y sont organisées à marche forcée, avec emplois supprimés et usines fermées.

Dans ce secteur, les délocalisations sont plus rapidement décidées et organisées que pour les grandes usines automobiles. Le transport de pièces et d'équipements est moins onéreux que celui des voitures assemblées. Tous ces facteurs concourent à faire des usines sous-traitantes de l'automobile une cible privilégiée pour les délocalisations. Les enchères visant à trouver le fournisseur le mieux-disant en termes de prix, pilotées par ordinateur situé au siège social du constructeur, est une pratique de plus en plus courante.

Concurrence et approvisionnement sont mondialisés. Cette dépendance vis-à-vis de

fournisseurs s'est révélée particulièrement contraignante à l'occasion du tremblement de terre et de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon. La production de composants électroniques y a été bloquée au mois de mars 2011 pendant plusieurs semaines. Des usines de PSA, faute du micro-processeur fourni par Hitachi pour les moteurs diesel, ont dû être mises en chômage technique.

POUR PRÉPARER LE TOUS ENSEMBLE, DES LUTTES VICTORIEUSES

Les démembrements programmés par les directions patronales ne sont pas une fatalité. Des exemples montrent qu'il est possible de se battre victorieusement sur ce terrain. Les ouvriers de Ford Bordeaux ont réussi à obtenir le rachat de l'usine de Blanquefort par le constructeur américain Ford qui l'avait cédée quelques années auparavant à un opérateur conduisant l'usine à la faillite. De même, les ouvriers de la fonderie SBFM à Lorient ont réussi à gagner la reprise de leur usine par Renault, l'ancien propriétaire, qui l'avait lui aussi vendue.

Le tous ensemble dans l'automobile ne peut s'envisager sans la mobilisation coordonnée de tous les secteurs : constructeurs, équipementiers et sous-traitants. En sus de motifs financiers, le démembrement actuel du processus de production est un outil supplémentaire pour diviser et fragmenter les luttes. C'est du point de vue des travailleurs une raison de plus pour s'y opposer en ciblant chaque fois que nécessaire les adversaires les mieux à mêmes d'entraîner des résistances coordonnées, les donneurs d'ordre PSA et Renault, ainsi que l'État

co-financeur de la restructuration en cours de la sous-traitance automobile.

UNE VIOLENCE AGGRAVÉE PAR L'AUSTÉRITÉ

La violence des restructurations en cours va s'aggraver avec la récession qui se prépare en Europe avec les mesures d'austérité mises en pratique partout pour faire payer crise et dette aux salariés. L'Espagne est l'un des pays européens les plus concernés par une austérité s'appliquant déjà. Les ventes d'automobiles y ont chuté de 20% sur les neuf premiers mois de l'année 2011 par rapport à 2010. Le chômage partiel qui vient d'avoir lieu dans les usines PSA et Renault, ainsi que les 7000 suppressions d'emploi et le plan d'économies de PSA s'inscrivent dans cette préparation à l'austérité et la récession qui viennent. Le gros des attaques contre les conditions de travail et l'emploi sont devant nous.

En Europe, l'industrie automobile ne connaîtra plus de phase de croissance comparable à celle qui a eu lieu dans les décennies qui ont succédé à la Deuxième Guerre mondiale. L'équipement de la population en voitures ne progresse plus en Europe de l'Ouest depuis le milieu des années 2000. Mais la stabilisation des ventes de voitures neuves à une quinzaine de millions par an en Europe ne suffit pas aux capitalistes.

LES SUR-CAPACITÉS DE PRODUCTION TOUJOURS LÀ

Dans le monde de concurrence qui est celui des capitalistes, pour atteindre le niveau de rentabilité exigé par les actionnaires, il faut constamment produire moins cher par la mise en place de nouvelles machines, la réorganisation permanente des modes d'organisation du travail pour gratter chaque fois un peu plus, et la diminution des effectifs. On ne réalise plus de profits

qu'en produisant plus, soit en nombre de voitures produites, soit en voitures de plus en plus chères parce que plus riches en équipements.

Si ces solutions sont bloquées, il ne reste comme perspectives que produire plus que les concurrents. Comme chacun des patrons capitalistes espère être le meilleur, chacun investit et participe à l'augmentation des sur-capacités de production. Cela passe où cela casse. La menace de fermetures d'usines contenue dans les annonces de PSA le confirme.

En fait, de nouveaux débouchés sont bloqués en Europe pour l'industrie automobile. Il n'y aura pas plus de voitures vendues et les acheteurs ne sont pas prêts à payer des voitures plus cher.

L'utilisation des voitures deviendra, de plus, difficile avec le pétrole rare et les normes officielles antipollution qui grèveront le prix des voitures. À l'horizon des dix prochaines années, l'industrie automobile n'a pas de réponse sérieuse en termes de nouveaux débouchés techniques. Pour le véhicule électrique, les prévisions les plus larges – celles de Renault qui sont le double de celles des autres constructeurs – indiquent qu'elles ne représenteront à cet horizon qu'une part minuscule du milliard d'automobiles en circulation dans le monde. Utilisant des ressources rares et polluantes pour la production d'électricité et de batteries, elles seront soumises aux contraintes que devrait imposer la préservation de l'environnement.

Il ne faut pas compter sur l'industrie capitaliste de l'automobile pour répondre aux défis de l'environnement. Et il faut refuser d'être les supplétifs d'une Sainte Alliance en défense de l'automobile au nom de l'emploi menacé. □

© Photothèque Rouge / JMB

L'utilisation de la crise pour imposer les reculs sociaux

PAR ROBERT PELLETIER

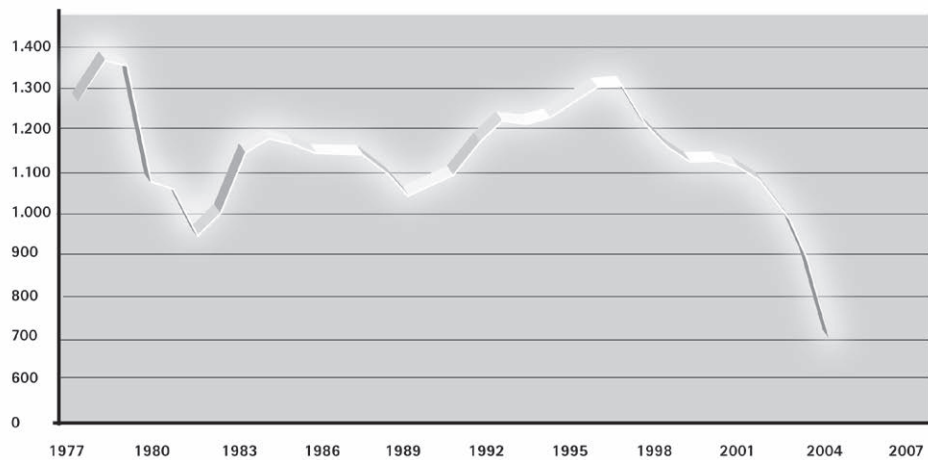
La crise du secteur automobile a pris une dimension particulièrement spectaculaire en 2008-2009 avec une chute de moitié de la production aux États-Unis et au Japon, la destruction de milliers d'emplois en particulier aux USA et l'intervention massive de l'État, notamment en France, afin de maintenir les capacités de production et d'innovation des constructeurs et équipementiers nationaux. Mais c'est au début des années 2000 que la restructuration du secteur automobile a commencé.

LA CHUTE DES BIG THREE

Cette « crise » se manifeste par une double évolution : la baisse du nombre d'emplois et les attaques contre les droits collectifs. Cette « dernière » crise a entraîné la suppression de 650 000 emplois entre 2000 et 2009 aux États-Unis. De 1,4 million de travailleurs dans le secteur en 1978, on se retrouve avec seulement 957 000 en 1982. Par la suite, l'industrie américaine s'est restructurée progressivement notamment avec le développement des véhicules « tout-terrain ». C'est ainsi que l'on remonte

à 1,3 million de salariés en 2000. La crise prend une nouvelle ampleur et, en 2009, il n'y a plus que 670 000 salariéEs dans l'automobile, des niveaux proches de ceux des années 1950 voire d'avant-guerre. Des régions comme le Michigan, des villes comme Flint ou Detroit en sortent ravagées socialement et économiquement : Detroit, ville de 2 millions d'habitants dans les années 1970, n'en compte plus aujourd'hui que 800 000 avec des quartiers entiers désertés. Et c'est en dehors du Michigan, pour contourner les dispositions en vigueur, que les constructeurs japonais et Volkswagen implantent de nouvelles usines.

Évolution du nombre de salariéEs dans l'industrie automobile aux USA en milliers de 1977 à 2008



Évolution de l'emploi des principaux constructeurs et fournisseurs automobiles américains 2000-2009

	2000	2004	2009	différence 2000-2009
GM	390000	324000	217000	-173000
Ford	345991	324864	198000	-147991
Chrysler	121027	84375	55000	-66027
Delphi	211000	185200	146600	-64400
Visteon	82000	70200	29500	-52500
Goodyear	106724	84786	69000	-37724
Lear	121636	110083	74870	-46766
DANA	79300	45900	24000	-55300
Federal Mogul	50000	44700	39000	-11000



© Photothèque Rouge / JMB



À défaut de tenter de construire des mobilisations pour s'opposer à cette liquidation de pans entiers de cette mono industrie régionale le syndicat de la branche, l'UAW (United Automobile Workers) négocie alors avec les directions des Big Three (Ford, General Motors, Chrysler), de nouveaux accords entérinant des reculs sociaux mis en œuvre dès 2006. En premier lieu, les constructeurs ont pu engager des travailleurs sans assumer les coûts de santé et de retraite. Avec l'ensemble de ces mesures, le coût horaire d'un ouvrier à la chaîne nouvellement embauché s'établit à 28-29 dollars, contre 70 dollars pour les anciens travailleurs ou à 49 dollars chez Toyota ou Honda. Dès lors, les constructeurs proposent à leurs employés de partir moyennant une prime alléchante, pour pouvoir embaucher des remplaçants au nouveau tarif. C'est ainsi qu'en 2006, General Motors a pu se débarrasser de 40 000 ouvriers « trop généreusement rémunérés ». Delphi de son côté, a pu s'alléger de 13 800 emplois et Chrysler de 22 000 dans ces conditions.

Dans le même temps, le financement des retraites est placé dans un fonds approvisionné partiellement seulement par le constructeur. L'argent ainsi obtenu est placé dans un fonds de pension qui est devenu actionnaire à 10% de la nouvelle société Chrysler et à 17,8% du « new GM », constitué sur les restes de GM après son renflouement par l'État américain.

Enfin, il existe dans certains États un système permettant à des travailleurs licenciés de bénéficier durant environ un an de la quasi-intégralité du salaire reçu la dernière année de leur activité. Un système jugé trop onéreux par les firmes américaines qui ont donc rogné petit à petit les dispositions de ce mécanisme, en limitant les montants alloués. Enfin d'autres clauses contenues dans ces accords prévoient le gel ou même la diminution des salaires et l'accroissement de la flexibilité...

6 000 salariés de General Motors ont accepté le plan de départs volontaires proposé par le constructeur. Au total, depuis 2006, ce sont près de 66 000 travailleurs qui ont quitté le groupe. L'objectif du constructeur étant de conserver un effectif de 40 000 ouvriers en 2010. De même GM a supprimé 6 000 postes de « cols blancs » aux États-Unis et il ne devait plus en rester que 23 500 en fin d'année 2010 contre 29 600 fin 2008 (49 000 en 2000, 36 000 en 2005).

En février 2009, GM a également annoncé plus de 6 000 suppressions de postes de cols blancs hors États-Unis et s'est fixé l'objectif de réduction de son réseau de distribution aux États-Unis de 2 300 points de vente environ, sur 6 000. L'usine de Détroit d'American Axle and Manufacturing, filiale de General Motors, qui exploitait en 2007, 2 200 travailleurs va vers la fermeture. En 2008, ces travailleurs et les 1 400 autres de l'usine de New York du même groupe avaient mené trois mois de grève et finalement accepté « d'échanger » le maintien des usines contre une baisse des salaires et des avantages. Sacrifice inutile : l'usine de Detroit, qui n'exploite plus que 300 travailleurs, va fermer. Les salaires avaient pourtant été réduits de 45 à 30\$ l'heure, mais l'usine de New York, Three Rivers, est, elle, à 11\$ l'heure. De même l'usine d'Indianapolis fermera le 31 janvier prochain. Bien que la ville ait perdu 56 000 emplois depuis 2008, les travailleurs avaient voté à 95% contre les propositions qui étaient un chantage (réduction des salaires et avantage contre fermeture). Sur les 650 encore en activité, quelques douzaines de préretraités, 300 transférés dans d'autres usines, il restera sur le carreau 200 ouvriers permanents et 70 en CDD.

Un accord semblable signé entre Ford et le syndicat UAW a été ratifié par un peu moins de 60% des ouvriers syndiqués. Les concessions portent sur les modifications du contrat collectif de 2007 et aboutissent à une réduction de la couverture médicale des retraités du groupe, à la possibilité pour Ford de financer le fonds de retraites à 50% en actions plutôt qu'en liquidités, à une diminution des congés payés, à la suspension de la prime de Noël, à l'indexation des salaires sur l'inflation et à une baisse du temps de pause de 10 minutes par jour. L'objectif de cet accord était de permettre à Ford de passer l'année 2009 sans faire appel aux prêts d'État. Selon le président du syndicat : *« Ces modifications protégeront les emplois des membres de l'UAW car elles permettent d'assurer la viabilité de l'entreprise à long terme. »*

L'EUROPE PASSE À LA CASSE

Cette première vague de restructurations massives, appuyées sur les aides publiques, a permis au secteur de rétablir ses marges de profits, sans mettre fin aux difficultés structurelles liées à la saturation des marchés nord-américain et européen et à la nécessité de se développer dans les pays aux marchés à fort potentiel de développement (Chine, Inde, Amérique latine). C'est cette

deuxième phase de restructuration qui est à l'œuvre depuis quelques mois. Elle impose de réduire à nouveau, au maximum, les coûts de production sachant qu'aujourd'hui, ils sont en grande partie externalisés dans les entreprises sous-traitantes et chez les équipementiers. Les attaques se développent dans deux directions : d'un côté, rationalisation et augmentation de la productivité dans les sites d'assemblage, de recherche et développement, de gestion des donneurs d'ordres et de l'autre côté, une mise en concurrence accrue des équipementiers.

En ce qui concerne les donneurs d'ordre, la mise en œuvre est largement commencée chez Fiat avec les attaques sans précédent sur les sites historiques en Italie même. Suppression des pauses, multiplication des horaires en équipes, interdiction du droit de grève, expulsion des syndicats qui refusent de signer les accords de régression sociale, licenciement des syndicalistes combattifs : toute la palette des atteintes aux droits des travailleurs est mise en œuvre. Celle-ci se fait au travers de référendums proposés sous forme de chantage à la fermeture de sites et de dénonciation des conventions collectives. Et comme cela ne suffit pas, Marchionne, PDG de Fiat-Chrysler, vient de décider de sortir de la fédération patronale pour avoir les mains encore plus libres. Si deux des confédérations (CISL et UIL) ont depuis longtemps accepté cette logique, la CGIL, en contradiction avec sa fédération de la métallurgie (FIOM), hésite sur la tactique à suivre.

Dans le même temps, les sites de Fiat de Pologne et d'Italie sont mis en concurrence avec les mêmes méthodes : chantage à la fermeture, mise hors jeu du syndicat combattif, pressions sur les salariés.



ACCORDS DE POMIGLIANO (juin 2010, 4881 salariés) ET DE MIRAFIORI (janvier 2011, 5431 salariés)

Avant	Après
Travail organisé autour du travail posté (2 x 8) sur 5 jours.	Travail organisé autour du travail posté (3 x 8) sur 5 ou 6 jours
Pause de 40 min. (2 x 20 min.)	Pause de 30 min. (3 x 10 min.)
Pause repas située au milieu du poste.	Pause repas située à la fin du poste.
Possibilité de recourir jusqu'à 40 heures supplémentaires par année.	Possibilité de recourir jusqu'à 120 heures supplémentaires par an sans contrainte pour l'entreprise, auxquelles s'ajoutent jusqu'à 80 heures avec autorisation préalable des syndicats.
Indemnisation à partir du 1 ^{er} jour de maladie selon les dispositions de la CCT (métallurgie).	Possibilité de suspendre l'indemnisation des jours de maladie durant les périodes où le taux d'absence est considéré « anormal » par l'employeur.
Exercice légitime du droit de grève.	Sanction (jusqu'au licenciement) de toute action de grève.
Élection des délégués syndicaux sur la base d'une liste électorale à laquelle tous les syndicats peuvent prendre part.	Nomination des délégués syndicaux par les syndicats ayant signé un accord avec l'employeur, ce qui exclut la Fiom et les Cobas de la représentation syndicale.

Chez le fabricant allemand Volkswagen, dans la foulée des lois Hartz IV, réduisant de façon drastique les allocations chômage et facilitant le développement des emplois précaires, un vaste plan de restructuration est engagé en 2006, qui conduit à la suppression de près de 20 000 emplois en Allemagne et à l'arrêt de la production de la Golf sur le site de Forest-Bruxelles en Belgique.

En France, chez les donneurs d'ordre ce sont les mesures de chômage partiel, suppression de postes d'intérimaires et CDD, combinées avec des dispositions permettant d'augmenter la productivité : équipes de nuit, de week-end, augmentation des

cadences. Mais il n'est pas sûr que cela suffise. C'est ainsi que les sites de PSA Aulnay, PSA Madrid et Sevelnord sont déjà clairement désignés comme cibles des prochaines attaques. Mais il est plus probable que des usines du groupe Renault, qui ont toutes connu d'importantes chutes d'effectifs ces dernières années, seront également touchées.

Ces attaques sur l'emploi se couplent à des mesures visant à l'augmentation de la productivité. La flexibilité, les modulations d'horaires frappent de plein fouet l'ensemble des travailleurs avec des modalités différentes. L'excessive pression sur les cadres techniques ou gestionnaires est

rendu dramatiquement visible par la multiplication des suicides ou l'aventure des Pieds Nickelés de l'espionnage chez Renault. La multiplication des maladies professionnelles liées aux troubles musculo-squelettiques (TMS) ne saurait faire oublier les violences traditionnelles du travail posté, de nuit, l'exposition aux bruits et aux produits chimiques à l'origine de nombreuses maladies y compris les cancers. Mais un autre cancer tend à se généraliser, celui de l'incertitude, de la peur pour son avenir qui déstabilise et amoindrit la volonté de résistance aux chantages.

Données secteur automobile France

Années	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008*	2009*	2010*
Effectifs	320 000	216 848	190 830	185 061	176 803	173 621	148 898	145 000	137 000
Production (milliers)			3348	3549	3169	3016	2569	2048	2229
Prod/pers (véh/pers)			17,5	19,2	17,9	17,4	17,3	14,1	16,3
Valeur ajoutée/personne (milliers d'euros)	18	49	70	78	71	78	68	51	69

* : à partir de 2008, modification de périmètre





En ce qui concerne les équipementiers et sous-traitants, ils sont depuis plusieurs années soumis aux pressions des donneurs d'ordre. Les conséquences sont diverses. De nombreuses fermetures ont d'ores et déjà eu lieu : New Fabris, Rencast, Continental, Delphi, Faurecia, filiale de PSA. Dans le même temps d'autres sites franchissaient le cap, parfois grâce à des résistances acharnées (Ford Blanquefort, SBFM, Goodyear), ou au prix de reculs sociaux (GM Strasbourg, Continental Boussois), de suppressions massives d'emplois (Faurecia). Il est souvent difficile de faire la part du rapport de forces et des choix industriels. Les résistances se poursuivent (Fonderies du Poitou, SOVAB, Honeywell en Normandie, etc.), mais les attaques se multiplient sans que les victoires ou sursis ne puissent être considérés comme définitifs.

DES RECULS QU'ILS VOUDRAIENT GRAVER DANS LE MARBRE

Au total, les recettes permettant d'abaisser le « coût » du travail restent traditionnelles : augmentation de la productivité,

intensification du travail, réduction des temps « morts », réduction des « coûts » indirects (retraites, protection sociale, indemnisation des accidents du travail), pression sur les salaires par le chantage à l'emploi. Mais ce qui est nouveau et marque une tentative d'inscrire les reculs sociaux dans la durée, ce sont les attaques contre les cadres traditionnels des droits collectifs : conventions collectives et plus généralement droit du travail et droit des organisations syndicales, représentations du personnel. La généralisation de la flexibilité du travail, l'affaiblissement continu des droits et moyens des institutions représentatives du personnel et les difficultés de mobilisations des salariéEs ne suffisent plus. Pour aller toujours plus loin dans les reculs sociaux, les employeurs tentent de contourner les organisations syndicales par la double pratique de consultations à bulletins secrets, le plus souvent sous forme de référendum pour faire approuver par les travailleurEs, les mesures les plus défavorables. Il s'agit de mettre hors jeu les syndicats qui continuent de s'opposer à cette politique pour les écarter ensuite définitivement des relations sociales dans l'entreprise. Après bien

d'autres secteurs, celui de l'automobile est touché par ce genre d'attaques : General Motors à Strasbourg, Continental Boussois près de Toulouse et plus récemment Les Fonderies du Poitou et Valeo à Nogent-le-Retrou. L'opposition opiniâtre de certains des syndicats de ces entreprises, la mobilisation des salariéEs concernéEs ont jusqu'à maintenant permis de contrer ces offensives. L'approfondissement de la crise et sa déclinaison dans le secteur automobile risquent fort de mettre à l'ordre du jour la généralisation de ces pratiques. Dans cette perspective, la mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier, syndical et politique, de l'ensemble des salariéEs est d'ores et déjà à l'ordre du jour. □

© Photothèque Rouge / Milo



Automobile : la double exigence sociale et écologique

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Commençons par quelques chiffres marquants pour l'année 2010 et vérifiés en 2011 :

- année record des émissions de gaz à effet de serre : après l'augmentation de 40% entre 1990 et 2008

- année record de chaleur depuis un siècle au niveau mondial : sécheresses, crises agricoles et alimentaires

- record mondial historique de ventes de véhicules avec 3,6 millions de véhicules vendus dans le monde pour PSA. Le président du directoire de PSA a quasiment triplé sa rémunération, à 3,25 millions d'euros.

- et tout récemment près de 6300 suppressions d'emplois annoncées par PSA après les dizaines de milliers déjà perdus notamment chez les sous-traitants et équipementiers depuis 2008.

QUEL EST LE RAPPORT ENTRE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE ET LA CRISE ÉCOLOGIQUE ?

1. L'industrie automobile est le parfait exemple du productivisme aberrant du système capitaliste, qui continue à vendre des bagnoles à raison de deux par foyer alors que le pétrole devient rare et cher, et que notre air devient irrespirable.

L'estimation de la « fin du pétrole » donnée à 40 ans par les plus optimistes des dirigeants des majors du secteur est ramenée à moins de 35 ans si on tient compte de l'augmentation globale constante de la consommation de pétrole année après année. En 2009, l'Agence internationale de l'énergie a reconnu avoir sous-estimé la baisse de production des champs pétrolifères, tandis qu'il est désormais admis que les pays producteurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ont déclaré des réserves supérieures à la réalité afin de maintenir des prix forts. L'exploration de nouvelles ressources comme les pétroles, gaz et huiles non conventionnels (comme les gaz de schiste), pose du point de vue même des capitalistes des obstacles

importants d'un point de vue technique et financier. Leur exploitation, s'ils y arrivent, posera en outre de graves problèmes écologiques (pollution de l'eau notamment) tout en continuant à aggraver l'émission de gaz à effet de serre.

On ne peut ignorer non plus les impacts sanitaires du trafic routier sur la santé humaine (sans parler des accidents de la route), notamment du fait de la pollution aux particules fines causées par la combustion d'énergies fossiles (dont le bois). Chaque année, plus de 2 millions de personnes décèderaient d'une exposition aux particules fines présentes dans l'air intérieur et extérieur, estime l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans une étude publiée le 26 septembre dernier. Cette pollution serait en France la cause de 40 000 morts prématurées. Mais il n'y a pas que l'usage routier du pétrole qui est en cause : en Île-de-France, la consommation annuelle des avions atterrissant et décollant des aéroports parisiens équivaut à la consommation de l'ensemble des véhicules sur route dans la région.

La place qu'occupe l'automobile dans nos vies et dans nos espaces urbains est une autre donnée tout à fait structurante. Le coût de l'entretien d'une voiture individuelle pour un ménage est tout simplement délirant : jusqu'à 25% du salaire annuel moyen soit plus de 400 heures de travail. *« En tant que moyen de transport quotidien, la voiture individuelle est manifestement irrationnelle [...]. Toute la logique de la société bourgeoise favorise d'ailleurs toujours de nouveau des solutions axées sur la propriété privée et sur la vente de marchandises plutôt que des solutions axées sur la satisfaction des besoins et sur les services publics, même si les dernières sont [...] plus rationnelles et moins coûteuses. »*¹

2. L'industrie automobile est également un parfait exemple de la casse humaine et de la pénibilité du travail car les « bons

résultats » de PSA s'accompagnent de cortèges d'intérimaires, d'une augmentation des cadences, du travail de nuit et les dimanches, d'un chantage à l'emploi et aux délocalisations. *« Cela provoque la désagrégation des collectifs de travail et militants. En même temps, les conditions de travail se dégradent avec l'intensification du travail, la suppression des temps de pause, de « respiration », la multiplication des outils de contrôle, la mise à mal de la séparation temps privé-temps professionnel, le développement du travail de nuit, du travail posté, la taylorisation du travail administratif et commercial. L'individualisation du travail et de la rémunération, la précarisation de l'emploi, engendrent souffrance et stress jusqu'au suicide, sans que se développent les ripostes collectives suffisantes. »*² Il y a un lien très clair entre augmentation de la productivité, nouvelles méthodes de management et souffrance au travail, jusqu'aux gestes les plus désespérés. C'est cela aussi, le bilan d'une industrie qui n'est pas au service des intérêts du plus grand nombre.

RÉPONDRE EN POSANT LA PERSPECTIVE DE « PRODUIRE AUTRE CHOSE AUTREMENT »

Ce système nous réduit à l'état de machines : les salariés de l'automobile payent très fort le prix de la surproduction. Ce ne sera pas un nouveau plan de relance d'un véhicule prétendu « plus propre » qui va les tirer du mauvais pas. Car les véhicules qui roulent aux agrocarburants ôtent le pain de la bouche aux peuples qui cultivent les plantes pour nourrir les 4x4 plutôt que leurs ventres. Car le véhicule électrique, fort coûteux à l'achat, sera un véhicule à électricité nucléaire. Car les attaques patronales ont pour objectif d'effectuer des gains de productivité qui pour les patrons s'accompagnent invariablement d'une





augmentation de leurs profits et de suppressions d'emplois. Aucun miracle technique ne permettra de se sortir de cet univers de la concurrence capitaliste et aucun miracle technique ne viendra résoudre l'aberration écologique et économique d'un système de surproduction et de gaspillages avec des cycles de fabrication aux quatre coins du monde, avec des produits à « obsolescence programmée », etc. Il n'y aura donc pas non plus de miracle social tant que l'objectif de ces productions sera les profits et la productivité avant d'être la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des équilibres écologiques.

Certes, la nature de la crise actuelle de l'industrie automobile n'est pas comparable à celle du textile ou des charbonnages : la production de voitures dans les pays occidentaux va continuer, dans un cadre de forte pression à la productivité et de concurrence accrue entre les salariés. Mais les marchés d'avenir pour les constructeurs se situent bien évidemment dans les nouveaux pays industrialisés. Même si ce n'est pas du fait des industriels que se pose la question d'une reconversion (ou d'un arrêt)

de la production automobile, il est nécessaire pour des anticapitalistes conséquents de mettre cette perspective dans nos analyses et nos discours. Pas simplement parce que l'avenir de la ressource pétrole est limité, mais aussi parce que du point de vue du basculement climatique en cours, pour ne pas trop dépasser une hausse générale des températures de 2°C (qui entraîne des effets majeurs sur l'agriculture et la hausse du niveau des mers), il faudrait commencer à faire décroître les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici 2020 et de 80 à 95% d'ici 2050³ !

LA NÉCESSITÉ D'ARTICULER DÉFENSE DES EMPLOIS ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Aussi nous faut-il donner un sens plus prospectif et plus global aux luttes quotidiennes dans les ateliers, aux luttes pied à pied pour une embauche, une augmentation de salaire : exiger de devenir nous-mêmes les producteurs associés des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins sociaux dans le respect des limites écologiques.

Dès lors, la sauvegarde des emplois et des collectifs de travail doit s'appuyer sur les revendications d'interdiction des

licenciements et d'embauche des précaires, mais aussi de réduction massive du temps de travail sans flexibilité et d'amélioration des conditions de travail (pénibilité, refus du travail posté, de nuit et de week-end). Face aux plans de fermeture, aux licenciements massifs qui les menacent, les salariés de la filière auto n'ont d'autre choix que de s'organiser à la base et d'unir leurs résistances, en refusant à la fois la concurrence entre les sites et en refusant aussi d'entrer dans le jeu des dirigeants qui promettent des plans de relance de nouveaux véhicules c'est-à-dire qui veulent nous faire avaler leur productivisme destructeur au nom de l'emploi. Il paraît de plus en plus difficile d'aborder ce sujet sans aborder la question des délocalisations et relocalisations. Disons-le clairement : les relocalisations sont pour nous une réponse à la gabegie capitaliste globale qu'il faut distinguer des relocalisations comme réponse chauvine aux délocalisations. Les relocalisations, que ce soit dans les productions industrielles ou agricoles, répondent à l'exigence écologique d'économies d'énergies dans les transports et de productions adaptées à des besoins locaux plutôt que mondialement standardisées. Il ne s'agit pas de

© Photothèque Rouge / Franck Houlgatte



fabriquer ici pour exporter ensuite ailleurs. L'offensive du FN en direction de l'électorat ouvrier, et notamment sur le secteur automobile, à grand renfort de thèmes protectionnistes, doit nous amener à affronter la question. Le protectionnisme peut tout à fait être mis au service des intérêts patronaux. Notre ligne de démarcation se situe donc sur les intérêts «de classe» communs aux producteurs et usagers.

Ces revendications peuvent paraître un peu «planantes» à première vue. Nous avons bien conscience des difficultés objectives face aux plans de suppressions d'emplois synonymes de chômage, de pauvreté.

QUELS SONT NOS POINTS D'APPUI: LUTTE DES CLASSE ET PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE

Nous pouvons nous appuyer :

- Sur une organisation d'êtres humains, avec une expérience et un savoir-faire industriel convertibles pour faire face à la fin des énergies fossiles. Les processus complexes et économes mis en œuvre aujourd'hui dans l'industrie automobile pourraient être appliqués à la production d'éoliennes et d'autres équipements pour la production d'énergie renouvelable, de tramways, de trains, de vélos, d'autres véhicules et de systèmes pour des organisations de transport durable. Pour cela, il nous faut un plan. Dès maintenant, faire le choix d'une sortie maîtrisée du tout bagnole/pétrole, comme nous proposons une sortie du nucléaire, doit être notre objectif. Nous devons le dire tranquillement. Le dépérissement de l'usage de la voiture, ou du moins les conditions d'accès au carburant, vont devenir de plus en plus prégnants et de plus en plus inégalitaires. Il faut donc entrer en campagne pour exiger le développement des transports collectifs et leur gratuité : c'est une voie pour la conversion de l'industrie automobile en production socialement utile et écologiquement soutenable. Ce thème permet de faire le lien avec les quartiers populaires, les campagnes délaissées. Il est éminemment social et écologique. Il parle aussi de justice territoriale et d'un autre rapport aux déplacements et à l'organisation de la vie.

- Sur une volonté politique née de la lutte des classes. Les travailleurs de l'automobile doivent se tourner vers la société en général pour chercher un soutien. Leur drame industriel doit devenir collectif pour refuser les prêts et aides de l'État à des entreprises qui font des profits et licencient tout en détruisant la planète. Tout comme nous revendiquons une mise sous contrôle

de la filière énergétique, avec la réquisition des profits et des moyens de production de grands groupes comme Total, nous devons exiger que la production des modes de transports se fasse sous contrôle de la population et des salariés, dans le respect des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre responsables du cataclysme climatique.

- Pour faire le lien entre cette planification écologique et les luttes dans les usines, sans doute qu'il faut mener plusieurs expériences de production alternative, de plan de reprise par les salariés. Mais nous nous heurterons alors à la notion de «rentabilité» dans le cadre du système existant. La façon dont nous pouvons utiliser la notion de production alternative doit souligner que nous voulons utiliser nos compétences pour produire des biens nécessaires et socialement utiles, indépendamment du fait qu'ils soient rentables au sens capitaliste du terme⁴.

Notre raisonnement implique probablement une révolution dans la lutte des classes pour la transformation révolutionnaire écosocialiste de la société. C'est sans doute une rupture avec une vision productiviste portée notamment par une grande partie du syndicalisme dominant en France, mais aussi avec une certaine lecture du marxisme et des développements productifs qui doivent conduire l'humanité au bonheur.

Il est vrai aussi que l'espace est mince entre une posture propagandiste écologiste et le soutien inconditionnel aux emplois des employeurs, fussent-ils liés à une industrie mortifère.

Notre choix, entre ces deux écueils de taille, c'est de miser sur les luttes et les résistances qui naissent sur le terrain, dans les ateliers, pour donner un sens à la mobilisation, à une perspective écosocialiste qui porte l'exigence d'une appropriation des moyens de production, du partage du temps de travail et d'une relation d'équilibre entre nos sociétés et leur environnement. Sans ce lien nécessaire, nous ne serons pas à la hauteur de la situation et resterons les instruments d'un capitalisme ravageur. □

1. E. Mandel «La crise de l'industrie automobile», article paru dans *Inprecor* (n°4), juillet 1974.

2. Robert Pelletier «Le travail tue et mutile avant l'âge de la retraite» paru dans *Tout Est à Nous*, 21 octobre 2010.

3. Voir *L'impossible capitalisme vert*, Daniel Tanuro. La Découverte, 2010. p.107.

4. Extraits de l'article «Entre crise économique et crise écologique, l'industrie automobile a-t-elle encore un avenir?» de Lars Henriksson, syndicaliste à Volvo Cars à Göteborg (Suède).

Les Indignés israéliens changer

Cet été, Tel Aviv a connu la plus grosse manifestation des Indignés. Clairement antilibéral, ce mouvement citoyen pourrait donner naissance à une nouvelle société civile israélienne définie par la citoyenneté plutôt que par l'appartenance au «peuple juif».

Qui l'aurait prédit? La plus grande manifestation des Indignés (proportionnellement à la population du pays) a eu lieu à Tel Aviv, capitale d'un des pays les plus réactionnaires de la Planète: 400 000 personnes, c'est-à-dire l'équivalent de 4 millions de personnes en France. Plus même que la manifestation qui faisait suite aux massacres de Sabra et Chatila, en 1982. Qu'exigeaient les Indignés israéliens? «*Le peuple veut la justice sociale*» et «*contre les privatisations - (retour à) l'État providence*».

UN MOUVEMENT DE MASSE

Quand, le 14 juillet 2011, Daphné Leef, une jeune femme de 24 ans, plante sa tente sur le Boulevard Rothschild à Tel Aviv pour protester contre l'impossibilité de trouver un logement, elle ne se doutait pas qu'en moins de dix jours, elle serait suivie par des milliers de jeunes et de moins jeunes qui, dans toutes les villes du pays, plantent à leur tour une tente, transformant le pays en un immense campement de protestation. Pour les jeunes couples, la question du logement est le symbole du démantèlement de l'État social: pendant deux générations, ce dernier se devait d'avoir une politique de logement social pour installer les millions d'immigrants venus s'installer dans l'État juif. La dérégulation néolibérale qui commence dans les années 1980 et la privatisation de l'immobilier font que le logement cesse d'être un droit et devient une marchandise. Puis ce sera le tour de l'éducation et de la santé qui, s'ils restent en principe gratuits, reviennent en fait de plus en plus cher si l'on veut obtenir un peu plus que le minimum.

Rapidement la revendication sur le droit au logement va s'étendre à une remise en question de l'ensemble de la contre-réforme néolibérale: «*l'éducation n'est pas une marchandise*», «*la santé n'est pas une marchandise*» deviennent des slogans populaires dans les manifestations de plus en plus massives qui

accompagnent les campements au cours de l'été. Pour culminer, le 3 septembre, avec la manifestation des 400 000.

Dès ses premiers pas, le mouvement insiste, à travers ses porte-parole sur son caractère «social mais pas politique». Décodée, cette définition signifie le refus de se positionner sur les questions liées au conflit israélo-arabe. «*Ni droite, ni gauche*» affirment Daphné Leef et ses amis, «*nous sommes le peuple uni: religieux et laïques, Ashkenazes et Séfarades, droite et gauche*» mais elle ajoute aussi «*Juifs et Arabes*», ce qui, en Israël, est loin d'aller de soi. Les citoyens palestiniens d'Israël (20% de la population) n'ont d'ailleurs pas attendu Daphné pour se mobiliser, et dans les villes mixtes, comme par exemple Haïfa ou Beer Sheva, nous sommes témoins, pour la première fois peut-être dans l'histoire d'Israël, de manifestations populaires véritablement judéo-arabes.

DU CENTRE À LA PÉRIPHÉRIE

Au départ, le mouvement reste cantonné à Tel Aviv et à Jérusalem, et sa composition sociale est essentiellement petite bourgeoise. La présence active de l'Union nationale des étudiants donne, dans une certaine mesure, le ton et le caractère de classe du mouvement, d'où sont absentes les classes populaires. Conscients de cette limite qui est à la fois géographique et sociale, les dirigeants décident de se tourner vers la «périphérie». Par périphérie on entend, en Israël, ce qui n'est ni Tel Aviv ni Jérusalem,

et plus particulièrement les villes dites de développement, c'est-à-dire sous-développées où, dans les années cinquante et soixante, on a parqué les immigrants juifs venus des pays arabes.

Pari gagné: fin août, de grandes manifestations mobilisent les couches populaires dans ce qui est l'équivalent des banlieues en France. C'est alors que le gouvernement décide enfin de réagir. Jusque-là Netanyahu, architecte en chef de la contre-réforme néolibérale, avait haussé les épaules, persuadé qu'il s'agissait d'un happening de jeunes bobos («*sushi et narguilé*», selon un de ses ministres) qui s'éteindrait de lui-même, au plus tard à la fin des vacances scolaires.

Comme chaque fois où il a été confronté à un mouvement de masse, le gouvernement décide de la mise en place d'une commission nationale d'experts dont le mandat est de suggérer de nouvelles priorités budgétaires, tout en s'abstenant d'élargir le budget. En d'autres termes, réduire le budget de l'éducation pour améliorer le système de santé... ou le contraire. Sous la direction du professeur Manuel Trachtenberg, économiste plus proche des solutions sociales-démocrates que néolibérales, cette commission a eu le mérite d'affirmer dès le début qu'on ne pouvait pas ne pas toucher au budget militaire qui dévore près d'un tiers des ressources nationales. Plus intelligents que leur ministre Ehoud Barak, qui s'était frontalement opposé à toute coupe dans le budget de la défense, en disant avec l'arrogance d'un

© DR / Campement de protestation pour la justice sociale dans le jardin Lewinsky dans le sud de Tel-Aviv.



peuvent-ils la donne dans la région ?

PAR MICHEL WARSCHAWSKI

kibbutz devenu millionnaire, «*Ici, c'est pas la Suisse*», les chefs de l'armée avaient anticipé les suggestions de la commission Trachtenberg et proposé de réduire eux-mêmes les dépenses de leur ministère, pensant éviter ainsi une intervention extérieure dans le plus opaque des budgets gouvernementaux.

COMMISSION ALTERNATIVE

Les dirigeants du mouvement ne sont pas tombés dans le piège de la commission Trachtenberg et décidèrent de mettre en place une commission alternative, composée d'économistes, de sociologues et de militants du mouvement social. À la tête de cette commission, un sociologue militant, Yossi Yona, et l'ancien adjoint du Gouverneur de la Banque d'Israël, Avia Spivak. Contrairement à la commission officielle, les Arabes sont bien représentés, de même que les femmes et d'autres secteurs sociaux qu'on a l'habitude de marginaliser. Le fait que le porte-parole de cette commission soit un des dirigeants du Mouvement Solidarité Cheikh Jarrah est plus que symbolique. Car la commission Yona-Spivak, refusant de déshabiller Paul pour vêtir Pierre, s'est positionnée sur des choix politiques: ses propositions de coupes substantielles dans le budget de la défense et de réductions massives des subventions aux colonies, l'identification de la population arabe comme une priorité nationale, s'inscrivent dans ce qu'elle appelle elle-même des choix stratégiques, à savoir un tournant vers une politique de paix, même si

celle-ci n'est décrite que d'une manière très générale.

Le gigantesque fossé entre les propositions de la Commission Trachtenberg, qui ont été ratifiées à la hâte et du bout des lèvres par le gouvernement, et celles de la commission alternative ont amené Daphné Leef à annoncer une reprise des manifestations. Celles-ci restent cependant peu probables: un mouvement tel que celui que nous avons connu cet été, sans structure et sans direction, ne se réorganise pas d'un coup de baguette magique, certainement pas quand il mobilise essentiellement les classes moyennes. En effet, si la participation de la grande majorité des travailleurs est indéniable, c'est en tant que citoyens qu'ils ont participé, pas comme classe, avec ses organisations et ses directions. L'absence de la Histadrout – principale confédération syndicale – dans les mobilisations a été remarquée. Au moment où se négocient les effets de ces mobilisations en termes d'acquis et de réformes, son retour est programmé.

Le retour à la maison des classes moyennes a laissé le champ libre aux couches les plus défavorisées, voire marginales: les vrais sans-logis, les mères célibataires sans emploi fixe, les employés des compagnies de main-d'œuvre. Ce sont eux que l'on rencontre dans ce qui reste des campements où ils s'accrochent non par protestation mais parce qu'ils n'ont vraiment pas où loger. Ils squattent les nombreux immeubles vides, et n'hésitent pas à réagir violemment à la violence policière. Le temps des

manifestations bon enfant est bien fini, la lutte de classe reprend ses droits.

NAISSANCE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE

Sans présager du futur, on peut d'ores et déjà affirmer que l'acquis numero un des mobilisations sociales de l'été 2011 aura été la naissance d'une société civile israélienne, autonome de l'État, voire en conflit avec celui-ci. Formée dans la colonisation de la Palestine et en conflit avec son environnement arabe, pendant plus de cinq décennies, la société israélienne ne s'est pas réellement démarquée de l'État: elle se devait de servir le projet sioniste et lui était soumise. Certes, au cours de ses 65 ans d'histoire, Israël a connu des mobilisations sociales, des explosions populaires, des grèves parfois dures. Mais celles-ci restaient des événements circonscrits dans le temps, et en général dans l'espace, d'autant plus qu'il était très facile de les démobiliser par une tension aux frontières ou tout simplement en brandissant la bannière de la sécurité.

Cette fois, les tentatives de ce genre ont fait long feu comme l'a montré le refus d'annuler les manifestations après l'attentat près d'Eilat... dont les circonstances laissent d'ailleurs planer de sérieux soupçons sur son authenticité. Sans nécessairement se positionner politiquement, le nouveau mouvement social israélien ne se laissera pas aussi facilement piéger que ceux qui l'ont précédé.

Osons même tenter une hypothèse plus audacieuse, celle d'une redéfinition du concept de «peuple». Jusqu'à cet été, le «peuple israélien» ne signifiait pas l'ensemble des citoyens du pays, mais plutôt le «peuple d'Israël» tel qu'il apparaît dans la Bible, à savoir les Juifs. Les mobilisations sociales des derniers mois seraient-elles le baptême d'un nouveau peuple, défini non pas par ses origines ethnico-confessionnelles mais par la citoyenneté? Auquel cas, elles marqueraient alors le début de la fin du sionisme et le remplacement de l'État juif par l'État de tous ses citoyens, comme le revendique la gauche antisioniste? Il est bien trop tôt pour l'affirmer, mais l'été 2011 nous permet au moins d'y rêver et surtout nous appelle à redoubler nos efforts pour faire de ce rêve une réalité. □



Les cahiers du féminisme

PAR ALEXANDRA KLÉBER

Ce livre collectif retrace l'expérience des *Cahiers du féminisme*, une revue «féministe-luttes de classe», qui a tenté d'éclairer, entre 1978 et 1998, les questions qui se posaient dans le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier. «Publiée par une organisation politique, cette revue était favorable à l'auto-organisation des femmes, se situait dans une perspective "féministe-luttes de classe" et, enfin, son comité de rédaction composé de militantes de la LCR a toujours disposé d'une autonomie réelle par rapport à la LCR.»

C'est par les *Cahiers du féminisme* que beaucoup ont découvert le féminisme comme question politique. Avec réticences parfois... Josette Trat souligne : «Notre revue connaissait un succès indéniable... en dehors de la Ligue mais toute une partie des militants s'en désintéressait totalement.»

Les auteures rappellent les

différents articles publiés sur le thème du «Travail»: travail domestique, temps partiel, horaires variables et toutes les mesures spécifiques portant atteinte à l'égalité et aux droits des femmes, l'attention particulières pour les luttes menées par les femmes (de Lip aux coordinations infirmières...). Les *Cahiers* éclairèrent aussi les liens entre mouvement ouvrier et féminisme, en particulier les pratiques syndicales. Ce faisant, ils contribuèrent à rendre plus visible cette part des combats pour l'émancipation.

L'autre axe majeur, «Corps et sexualités», concerne les luttes pour le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits, les luttes contre les violences faites aux femmes et la reconnaissance du viol comme un crime.

Les rédactrices de ce livre nous font partager leurs enthousiasmes et leurs interrogations. Au fil

des chapitres, elles font surgir l'arrière-plan politique et militant qui a alimenté les rubriques ou les dossiers, et abordent de multiples questions. Quel écho et quel sens les *Cahiers* ont-ils donné aux mobilisations en faveur de l'avortement, de la contraception, de la sexualité? Comment la lutte pour avoir «le temps de vivre» a-t-elle percuté la division sociale et sexuée des tâches dans la famille, le monde du travail et la politique? Quelle place ont pris les femmes dans les luttes et les mouvements sociaux en France et sur le plan international? Comment les *Cahiers du féminisme* se sont-ils situés dans des débats qui rebondissent aujourd'hui comme celui qui concerne la laïcité et l'émancipation des femmes?

Reste une question brûlante, que les auteures abordent également: où en sont les féministes aujourd'hui? Le combat pour la séparation

de l'État des corps religieux semble toujours d'actualité, de même que celui pour séparer de l'emprise de l'État, le libre droit des femmes à disposer d'elles-mêmes. Ainsi, les auteures nous invitent à faire un va-et-vient permanent entre les interrogations d'hier et d'aujourd'hui. □

Entretien avec Marie-Annick Mathieu et Josette Trat

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID HAYES

Pourquoi avez-vous fait le choix de publier ce livre maintenant?

Dans un souci de transmission aux nouvelles générations, il nous a semblé indispensable de retracer les changements politiques des trente dernières années; d'expliquer également l'état d'esprit dans lequel notre

équipe a fabriqué au fil des mois cette publication, pour éviter les lectures simplistes, voire les réécritures de l'histoire de la deuxième vague féministe en France. Il s'agissait enfin de faire le lien entre hier et aujourd'hui pour questionner les différents courants du féminisme contemporain.

Quel était le contexte pour le mouvement féministe au moment du lancement des Cahiers du féminisme?

La deuxième vague féministe est apparue publiquement en 1970, deux ans après mai 1968. En moins de dix ans, le mouvement de libération des femmes a ébranlé le paysage politique en

mettant sur le devant de la scène des thèmes restés précédemment tabous ou occultés. En 1971, paraît le manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté. En 1972, se tiennent à la Mutualité des journées de dénonciation des crimes contre les femmes dans une salle



Les cahiers du féminisme (1977-1998)
Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes
Collection «Hors collection»
Coordinatrice : Trat Josette
Pages : 352 pages

comble; suivies en 1972 par « dix heures contre le viol ». Parallèlement, les féministes soutiennent les luttes des femmes (dans le textile, à Lip, dans le commerce ou celles de jeunes mères célibataires). Des groupes femmes, des collectifs sur des thèmes spécifiques commencent à se créer. Les appareils syndicaux et politiques sont interpellés et bousculés.

Néanmoins, après avoir arraché par une mobilisation intense et de longue durée une loi libéralisant l'avortement en 1975 (la loi Veil) et à la veille des élections législatives de 1978, le mouvement féministe cherche un deuxième souffle. La lutte porte désormais sur les conditions d'application de cette loi. Nous cherchons à approfondir nos analyses de l'oppression des femmes, de la société que nous voulons. Au moment de la création des *Cahiers du féminisme*, le mouvement féministe se diversifie, chaque tendance du MLF ressent le besoin de faire le point sur le bilan et les perspectives du mouvement, sur ses références historiques. De multiples revues prennent naissance dans la même période.

Quelle a été la genèse des Cahiers du féminisme ?

En 1977, nous recherchions un outil pour favoriser les convergences entre les luttes féministes et le mouvement ouvrier et gagner au féminisme de nouvelles recrues dans notre propre organisation. Le contexte politique nous y incitait lui aussi : élections en vue, débats intenses à gauche, notamment avec l'extrême-gauche, contexte international marqué par des révolutions et contre-révolutions majeures, dans lesquels la question du féminisme était un enjeu.

Quel a été le double combat mené par les Cahiers pour faire exister le féminisme « luttes de classe », face à la tradition du mouvement ouvrier d'une part, face aux féministes « radicales » et à « Psychanalyse et Politique » d'autre part ?

Le mouvement ouvrier a plusieurs traditions mais la tradition dominante au début des années 1970 en France était encore celle du communisme stalinien, même s'il avait déjà été ébranlé par différentes crises depuis 1956. Pour le PCF ou les dirigeants de la CGT, le féminisme était un élément de division de la classe ouvrière dans son combat contre le capitalisme tandis que le socialisme sur le modèle de l'URSS était censé apporter une solution à tous les problèmes. Pour nous qui portions un regard ô combien critique sur les expériences révolutionnaires passées, un mouvement « autonome » des femmes était indispensable « avant, pendant et après la révolution ». Le féminisme était et reste pour nous un enrichissement fondamental de la lutte politique. C'est pourquoi, dans les syndicats ou les collectifs de quartiers, dans les universités, nous menions des luttes très concrètes et les plus unitaires possibles sur des thèmes variés.

Il faudra attendre le milieu des années 1970 pour que leur discours s'infléchisse. Et... 1995 pour que le PCF et la CGT acceptent de manifester avec les associations féministes pour le droit à l'emploi des femmes et contre l'ordre moral, à côté d'organisations d'extrême gauche et d'autres associations comme Ras-le-Front.

Nous partagions les analyses de C. Delphy et de ses amies des *Nouvelles Questions féministes* concernant la nécessité de lutter non pas pour des valeurs « féminines » mais pour d'autres valeurs issues de notre combat

féministe pour l'égalité. Lutter pour « la » différence, expliquaient-elles, avec beaucoup d'humour, c'est accepter de jouer les « perroquets » de ces messieurs. Il faut au contraire sortir du « ghetto » et « forcer le siège » dans lequel le patriarcat maintient les femmes. Mais pour nous, le patriarcat n'était pas le seul ennemi. Selon nous, même si l'oppression des femmes a précédé le capitalisme celui-ci l'a digérée et transformée à son profit en créant d'ailleurs de nouvelles contradictions. On ne peut éviter de lutter à la fois contre le patriarcat et le capitalisme. Il fallait donc non seulement lutter de manière non mixte en tant que mouvement autonome mais aussi en lien avec les autres mouvements sociaux mixtes. Par ailleurs, si toutes les femmes sont opprimées, elles ne le sont pas toutes de la même manière... Rapports sociaux de classe et de sexe se combinent, se renforcent etc.

Avec *Psychanalyse et politique*, nous étions en désaccord sur plusieurs points : d'abord elles méprisaient les féministes du XIX^e siècle alors que nous leur étions redevables, de combats courageux. Surtout, elles prétendaient lutter pour faire advenir « la féminité » associée essentiellement à la reconnaissance des capacités procréatrices des femmes transformées en un symbole positif opposé au monde de la « phallocratie ». Un de leur mot d'ordre préféré était « l'usine aux ouvriers, l'utérus aux femmes ». Cela contribuait à consolider les stéréotypes au lieu de modifier en profondeur les rapports sociaux.

Quel regard portez-vous sur la période actuelle du point de vue du mouvement féministe ?

De nouvelles générations de femmes sont sensibilisées aux thèmes féministes. D'une part,

de nombreuses féministes des années 1970 ont continué de lutter contre l'oppression et les discriminations. D'autre part, le développement des études féministes et sur le genre a commencé à porter ses fruits et des jeunes chercheurEs se sont emparés de ces thèmes.

Aujourd'hui, la crise économique accentue à nouveau les inégalités entre hommes et femmes, tant dans la sphère publique que privée. La classe dominante alimente délibérément le racisme sous toutes ses formes pour diviser les opprimés. Des courants réactionnaires parmi lesquels des intégristes de différentes obédiences cherchent à réhabiliter le « crime » de blasphème et à consolider l'ordre patriarcal et hétérosexiste ébranlé ces dernières décennies. Dans ce contexte, les forces féministes sont très divisées.

C'est pourquoi il nous a paru nécessaire de faire entendre à nouveau notre voix ; nous voulons combiner la lutte féministe, la lutte anticapitaliste et la lutte antiraciste. Nous avons l'intention d'organiser des débats et nous travaillons à la création d'un site *Cahiers du féminisme*. □

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Établissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755**

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

TOUT est à nous! LA REVUE mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction: 01 48 70 42 27
 Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration: 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
 Commission paritaire: 0514P11509
 Tirage: 3 000 exemplaires
 Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication: François Coustal
 Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr



LISEZ

TOUT EST-À-NOUS!
L'HEBDO

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT!
 est à nous!

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

n° 124 - 17 novembre 2011 - 1,20 €

Dossier
La tracto-vélo s'est invitée au Sénat le 12 novembre!
 Pages 6 et 7

www.npa2009.org

Crise européenne

